

Prenons le contrôle DES BANQUES!

Alors que les plans d'austérité partout en Europe ne font qu'aggraver la situation des peuples, la question de la nationalisation des banques commence à faire de plus en plus d'émules. Sa mise en pratique ne pourra cependant être efficace qu'à condition d'imposer le contrôle des banques et de la finance par la population.



Marseille, le 10 septembre. Rassemblement contre le G7 finances. (PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

Lors du sommet européen du 16 septembre, le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner, a demandé aux dirigeants européens de s'entendre afin d'éviter « des risques catastrophiques pour les marchés financiers ». « Je ne comprends pas bien ce qu'il a voulu dire », a feint de croire le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet. C'est pourtant simple : tandis que les États-Unis demeurent embourbés, la crise de l'Union européenne s'accélère pour trois raisons.

La récession guette

D'abord, les plans d'austérité imposés en échange des prêts ont des effets dépressifs. Si la première conséquence fut la barbarie sociale, s'y ajoute à présent le ralentissement économique. La Commission européenne vient de revoir à la baisse sa prévision pour la zone euro : seulement 1,6% en 2011. Le phénomène est

particulièrement marqué là où les plans de rigueur sont les plus durs : Grèce (-5,5%), Espagne (+0,8%), Royaume-Uni (+1,1%). En France, la croissance a été nulle au deuxième trimestre du fait d'une baisse de la consommation. Le gouvernement Fillon a dû baisser sa prévision 2011 de 2% à 1,75%. Mais le PIB ne devrait croître que de 1,6% et il en sera de même en 2012 selon le FMI. En Allemagne, où les exports ont commencé à reculer, l'OCDE prévoit même une croissance négative du PIB au quatrième trimestre.

L'imbroglia bancaire

Il y a ensuite le risque de défaut des titres souverains. En juin dernier, Laurent Wauquiez, alors ministre des Affaires européennes, déclarait : « le secteur bancaire français est moins exposé par exemple que le secteur bancaire allemand ». Il aurait tout aussi bien pu dire : le secteur bancaire français est plus

exposé que ceux de tous les autres pays, excepté l'Allemagne. Et encore : si les banques germaniques sont plus sensibles aux conséquences directes d'un défaut sur les titres publics grecs, elles sont globalement moins exposées que leurs homologues françaises qui n'ont pas seulement acquis des obligations publiques mais aussi des titres de la dette privée grecque. Or les banques privées grecques sont elles-mêmes très engagées sur le marché de la dette publique... Comme l'expliquait *Tout est à nous!* n° 108, « la plupart des titres de créance grecs sont détenus par des banques européennes. Celles-ci ont encore le droit de valoriser ces créances à leur coût d'acquisition. Mais cette fiction comptable va bientôt se dissiper, provoquant des effets systémiques que nul ne peut évaluer avec certitude ». Cet été, la fiction a commencé de se dissiper, provoquant la chute des actions bancaires.

SUITE PAGE 2

Agenda

24 septembre, maternité des Lilas. Manifestation pour la défense et la reconstruction de la maternité des Lilas.
RV à partir de 10h30, 12-14, rue du Coq français, Les Lilas (lire ci-contre).

24 septembre, Attac, débat agriculture, Marly-le-Roi. Attac 78 Nord et La Grande Relève vous invitent à une rencontre-débat sur le thème «*Crise agricole, crise alimentaire, quelles alternatives?*» organisée par le Café-Repaire de Marly-le-Roi.
RV à partir de 17 heures au Bar-restaurant Le Fontenelle, 30, rue de Fontenelle, Marly-le-Roi.

24 septembre, rencontre femmes, Paris. Rencontre «*Paris-Banlieue, côté femmes*» (femmes et jeunes du Quartier Balzac de Vitry), présentation scénique et débat.
RV à 20 heures, cinéma La Clef, 34, rue Daubenton, Paris 5^e.
Entrée libre.

27 septembre, éducation, national. Manifestations et grève nationales pour l'éducation.
À Paris, RV à 14h30 au départ de Luxembourg et en direction du ministère de l'Éducation (lire aussi pages 6 et 7).

27 septembre, projection-débat, NPA 18, Bourges. Le NPA 18 vous invite à suivre le Fil d'Ariane, avec projection du documentaire *Lobbying : au-delà de l'enveloppe* de Myriam Tonelotto, suivie d'un débat «*Démocratie, existes-tu encore?*»
RV à 20 heures, Maison des associations, 28, rue Gambon, Bourges.

30 septembre, débat nucléaire, Paris. Réunion publique «*Sortir du nucléaire, comment?*», organisée par le NPA Paris 11^e et le *P'tit coup de rouge*, avec des travailleurs du nucléaire. RV à partir de 19h30 à l'Ageca, 177, rue de Charonne, Paris 11^e (M° Alexandre-Dumas).

1^{er} et 2 octobre, festival, Montferriand-le-Château. Le Collectif pour des alternatives au capitalisme (CAC) présente «*Le Faire à repenser*», 2^e festival des alternatives au capitalisme. Au programme : concerts, théâtre, projections, débats, conférences, stands, marché bio...
RV sur le site de la mairie, Montferriand-le-Château.

12 octobre, meeting NPA, Bordeaux. Meeting de lancement de campagne «*Aux capitalistes de payer leurs crises!*» avec notre candidat Philippe Poutou.
RV à 20h30, Athénée municipal, place Saint-Christoly, Bordeaux.



À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Contrôlons les banques !

SUITE DE LA PAGE 1

La crise de direction

Face à une telle situation, même Christine «tout-va-bien» Lagarde s'inquiète de la santé des banques françaises et demande leur recapitalisation. De nombreux conseillers de la classe dominante proposent leur nationalisation, temporaire ou définitive. D'autres perdent les pédales, comme la présidente du Medef, Laurence Parisot, qui a accusé les dirigeants américains d'avoir «orchestré» les rumeurs contre «nos banques [qui] sont parmi les plus solides au monde». Quant au ministre allemand de l'Économie, il a appelé à envisager la «faillite bien ordonnée de la Grèce», avant de se faire contredire par Madame Merkel. Ce qui domine en haut est donc la cacophonie, la paralysie et le désarroi. Les dirigeants européens ont été incapables de se mettre d'accord au sujet du second prêt de 150 milliards d'euros à la Grèce. En cause : l'exigence finlandaise de garanties financières par un accord séparé. Quant au Fonds européen de stabilité financière (FESF), il n'est qu'un pansement sur une jambe de bois. Il permettrait tout juste de gérer l'urgence mais pourrait rapidement s'avérer insuffisant. En effet,

tant que les parlements nationaux n'auront pas voté en faveur du plan européen présenté le 21 juillet dernier, le montant du FESF ne sera pas rehaussé.

Ce qui a échoué doit être poursuivi

Pendant ce temps, la fuite en avant se poursuit. Cet été, l'Italie a adopté dans la précipitation deux plans de rigueur d'une ampleur similaire à celle des plans espagnols et portugais (93,5 milliards d'euros, soit 6% du PIB sur trois ans). Cela n'a pas empêché l'agence Standard and Poors de dégrader sa note d'un cran lundi 19 septembre. En Grèce, la toute nouvelle taxe sur la propriété immobilière exonère l'Église orthodoxe. Il s'agit pourtant du premier propriétaire foncier du pays, qui ne paye presque pas d'impôts et détient, en plus de ses terrains, un portefeuille de 9 millions d'actions à la banque nationale, des parts dans de nombreuses entreprises, et bien d'autres choses encore. En 2010, en réponse à un projet de hausse d'impôt, l'Église exigeait «que cela soit fait d'une manière qui n'entrave pas son œuvre philanthropique». D'autant que le Saint Synode a

de sérieux concurrents dans le domaine de la philanthropie : les armateurs grecs, véritables champions de l'évasion fiscale. Protégés par la Constitution, qui interdit tout simplement au fisc de contrôler leurs revenus et patrimoines, ces armateurs ne sont pas à plaindre. La flotte marchande grecque est la première au monde (16% du tonnage mondial en 2010). Lorsque l'on sait que le transport maritime assure environ 90% du commerce international, on devine l'ampleur des revenus ainsi exonérés de toute contribution fiscale.

Le ralentissement est là, le risque d'assèchement du crédit est réel, la grande bourgeoisie traverse une crise de direction et la dynamique infernale se poursuit. Il est urgent de trouver une voie pour proposer à une échelle de masse des mesures brisant le pouvoir de la finance et permettant à la population de prendre le contrôle des banques sans socialisation des pertes.

Philippe Légié

regards



Marie-Laure Brival
(DR)

Propos recueillis par Roland Foret

SANTÉ *Les Lilas ne sont pas à vendre*

Les personnels de la maternité des Lilas (Seine-Saint-Denis) se battent pour sauvegarder et reconstruire leur établissement. Entretien avec Marie-Laure Brival, animatrice du collectif de défense de la maternité.

Peux-tu nous présenter l'établissement et l'histoire de la maternité des Lilas ?

La maternité des Lilas est un établissement privé à but non lucratif participant au service public hospitalier. Historiquement elle s'est construite avec notamment des professionnels venant de la maternité des Bluets sur une base libertaire et sous l'influence des idées qui allaient amener à Mai 68. L'idée de base était de sortir des carcans imposés par la médicalisation de la maternité auquel on assistait à l'époque et de promouvoir une approche de la maternité comme phénomène physiologique et non comme une maladie, même si un environnement médical peut être nécessaire, ayant besoin d'un accompagnement choisi par la femme ou le couple et portant attention à tous les aspects de ce moment important de la vie. L'idée était d'avoir une approche globale, humaniste, de préparation à l'accueil d'un enfant, on parlerait aujourd'hui de préparation à la parentalité. Un autre aspect militant est venu après 1968 avec la place qu'a occupé les Lilas dans la bataille pour la reconnaissance du droit à l'IVG. En gros, toute la bataille pour le droit à disposer de son corps et le droit au respect des différents événements d'une vie.

Actuellement, nous sommes encore en pointe pour la mise en œuvre de la loi sur les IVG entre 12 et 14 semaines, que de nombreux établissements refusent de pratiquer. Nous sommes donc un établissement dédié à l'obstétrique et nous réalisons 1 700 accouchements par an et 1 300 IVG (pour rappel environ 220 000 IVG en France par an).

Qu'en est-il de la place des Lilas concernant l'IVG ?

La situation, comme dans de nombreux endroits, se dégrade. Il y a un manque de professionnels et des équipements disparaissent. Par exemple il n'y a plus de blocs pratiquant l'anesthésie locale à Saint-Denis et à Montreuil. Le centre de Bobigny a failli fermer l'an dernier. De nombreuses femmes ont dû aller à l'étranger cet été. On assiste à un désengagement de l'hôpital de cette activité au profit de l'IVG médicamenteuse. Cette méthode qui représentait un progrès dans le choix offert aux femmes est pervertie pour des motifs financiers. Aujourd'hui les centres d'IVG se voient fixer des objectifs de pourcentage d'IVG médicamenteuses à réaliser pour obtenir leur financement.

Pourquoi la remise en cause du projet de reconstruction ?

Depuis de nombreuses années, nous avons engagé un travail pour reconstruire la maternité et tout avait été validé : acquisition du terrain, permis de construire, plan et architecte, financement autorisé par l'ancien ARH¹ et la ministre madame Bachelot... et puis fin 2010 l'ARS², dirigée par Claude Évin, annonce que cela ne convient pas et cherche des prétextes pour remettre en cause le projet. Pourtant le prétexte souvent mis en avant n'existe pas : les Lilas sont en équilibre financier ! En réalité ils ont un modèle, le gros centre qui réalise 4 000 à 5 000 accouchements par an, et ils veulent faire disparaître ce qui ne correspond pas à ces objectifs. L'approche financière et comptable est leur seul objectif et la qualité du travail, les besoins et le droit

des femmes au choix leur importent peu. Au mépris de tout choix démocratique ils veulent imposer un modèle de rentabilité de la santé.

À ce propos, il a été évoqué que Claude Évin et son équipe de direction vous suggéreraient de vous faire racheter par un fonds de pension australien. Qu'en est-il ?

Effectivement, fin juin, début juillet, l'ARS a en quelque sorte dévoilé ses intentions. Claude Évin que j'interpellais sur le risque d'être amenés à être repris par le privé lucratif, m'a répondu : pourquoi pas ! Le 8 juillet, dans une réunion tripartite avec la mairie et le collectif, il a confirmé. Le groupe Ramsay santé, fonds de pension australien, cherche à investir et une opération est envisagée pour créer dans le 93 un gros pôle privé en travaillant au regroupement de deux autres cliniques privées lucratives en absorbant les Lilas. Concrètement, l'ARS veut faire place nette pour le privé lucratif.

Peux-tu nous parler du collectif ?

Le 23 mars s'est créé un collectif dans l'établissement avec les personnels pour soutenir le projet de reconstruction. Nous étions présents dès le 2 avril à la Bastille dans le cadre de la journée unitaire. En juin, nous sommes intervenus aux assises départementales de la santé. Nous avons fait une pétition qui a recolté déjà plus de 10 000 signatures. Notre combat est soutenu par des collectifs, des usagers, des syndicats, des partis politiques, des associations et le maire. Le 24 septembre il y aura une manifestation aux Lilas devant la maternité (voir agenda ci-contre). De nombreuses personnalités ont annoncé leur présence. Comme le dit notre tract, la santé n'est ni une marchandise, ni une industrie, ni une spéculation financière mais un droit fondamental, un bien commun universel.

1. Agence régionale de l'hospitalisation.
2. Agence régionale de santé.

Plus d'infos : www.collectif-maternite-des-lilas.org



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

La campagne UMP est lancée

Visite d'entreprises, mise en scène en Libye... aucun doute, Sarkozy est en campagne et soigne son image en vue de 2012.

Nicolas Sarkozy n'est jamais en reste lorsqu'il s'agit de tresser ses propres lauriers et de s'auto-congratuler. On ne sait pas si son séjour en Libye a été soigneusement programmé pour avoir lieu le même jour que le premier débat télévisé de la primaire du PS. Toujours est-il que Sarkozy en a assuré lui-même le service après-vente: «ce qui restera dans l'Histoire, ce sera mon déplacement... pas le débat des socialistes». C'est assez osé, le plus probable étant que «l'Histoire» ne retiendra aucune de ces deux péripéties! Mais on voit bien l'idée: pendant que les candidats socialistes potentiels discutent de choses triviales – la crise, les «emplois d'avenir», le nucléaire, etc. – le président, lui, écrit l'Histoire là où elle se passe, dans les pays arabes en révolutions.

Sous l'hyper-président perce surtout l'hyper-candidat dont tous les faits et gestes sont désormais orientés vers 2012 et son aléatoire réélection. Sarkozy est, en effet, toujours malmené dans les sondages, fort impopulaire en général (à 67% selon le dernier baromètre Ifop/JDD) et plus particulièrement dans les couches populaires (employés, ouvriers, salariés du public). Sa contre-offensive se déploie donc dans deux directions: d'abord la mise en scène de son action internationale et, sur le plan intérieur, la mise en avant de son activisme sur tous les thèmes qui fonctionnent comme autant de clins d'œil à l'électorat de la droite dure, voire à celui du Front national. Revue de détail, non exhaustive...

PLANNING DE CAMPAGNE

Le 6 septembre, Sarkozy rend visite à une entreprise de transport

routier, un secteur aux horaires de travail souvent démentiels. Une occasion rêvée de vanter... l'allongement du temps de travail: «j'ai plutôt envie de donner satisfaction à ceux qui disent "laissez-moi travailler plus", plutôt qu'à ceux qui disent "je veux travailler moins"».

Le 13, il inaugure en Seine-et-Marne un «centre fermé pour jeunes délinquants»: c'est l'occasion d'agiter la promesse de construction de nouvelles places de prison (30000 d'ici 2017, quand même...) et de faire la promotion d'un service «citoyen» pour jeunes délinquants et encadré par des militaires.

Le 15, c'est l'heure de gloire, partagée avec David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni. Les deux dirigeants occidentaux sont en Libye pour «donner la ligne» aux nouveaux dirigeants, toucher les dividendes pétroliers de l'intervention militaire franco-britannique et, accessoirement, faire oublier une décennie de collaboration étroite avec le régime Kadhafi – y compris dans le domaine de la répression des opposants.

Le 16, sitôt rentré de sa virée à Tripoli, escapade à Oberhausbergen pour inaugurer – ça ne s'invente pas – «les finales nationale et européenne des labours». Là, en contradiction avec tous ses discours libéraux habituels sur les bienfaits d'un monde ouvert à la concurrence, Sarkozy brosse ses interlocuteurs dans le sens du poil protectionniste: «l'Europe ne doit plus accepter des produits provenant de pays qui n'ont même plus le mot traçabilité dans leur vocabulaire».

Sarkozy, donc, ne ménage pas sa peine. Il n'est bien sûr pas le seul à monter au créneau. Une mention spéciale pour Claude Guéant: interdiction des



Le 13 septembre, Sarkozy visite la prison de Réau, dans le cadre d'une opération marketing dont il a le secret. (REUTERS/POOL NEW)

prières de rue, expulsion des enfants roumains ou comoriens, l'homme qui fait écouter les journalistes labours sans états d'âme le créneau sécuritaire de la concurrence/connivence avec le Front national. Mais le plus en plus rattrapé par la réalité sociale, internationale et... sordide. Le chômage, déjà élevé, continue d'augmenter. Les prétentions de Sarkozy à sauver l'Europe butent inexorablement sur les rebondissements de la

crise capitaliste et les résistances de la société grecque. Enfin, la relance de l'affaire Woerth-Bettencourt et les mallettes de la Françafrique jettent un éclairage cru sur la pourriture du régime. Dégage!

François Coustal



Par Ingrid Hayes

Affaire DSK: aux côtés de toutes les femmes victimes de violence

15 millions de téléspectateurs pour un numéro réglé comme du papier à musique, et l'objet du scandale serait simplement un rapport sexuel ayant eu lieu hors des liens sacrés du mariage. Rapports de pouvoir, violence, tout cela est balayé d'un revers de main. DSK s'excuse, auprès de sa femme qu'il a trompée, des Français dont il ne pourra être le président. Et c'est tout. Pour le reste, c'est lui la victime. On l'a attaqué, piétiné, humilié. Et il a tant perdu. On l'a décrit comme un prédateur sexuel. Sa défense sur ce point est énigmatique. Il récuse le portrait tout en reconnaissant une part de responsabilité. Et il s'en tient au minimum syndical: il a du respect pour les femmes. Nous voilà rassurées!

La pirouette finale semble un coup de maître: du ton courroucé de l'homme révolté contre la folie de la machine judiciaire, du ton ému du chaud lapin repent, on passe au ton docte de l'expert économique. La réhabilitation est donc effective, le voilà rétabli dans ses prérogatives.

Sauf que... Les 24 minutes généreusement accordées à DSK n'ont pas permis de répondre aux questions qui se posaient. En effet, ce qui a été établi de la vie de Nafissatou Diallo avant les faits, les contradictions de ses témoignages, constituent un opportun paravent derrière lequel s'abriter. Il est commode d'oublier qu'on peut mentir pour diverses raisons, notamment lorsque l'on est en situation irrégulière et qu'on a subi des violences dans son pays d'origine. Il est commode d'oublier que les contradictions dans les témoignages sont monnaie courante en cas de viol. Et DSK n'a-t-il pas menti? N'a-t-il pas commencé par nier qu'il y ait eu un rapport sexuel?

Les deux questions qui valent restent entières. Peu nous importent les frasques de DSK. En matière de sexualité, point de normes, dès lors qu'elle se déroule entre adultes consentants. Mais que s'est-il passé dans la suite du Sofitel? Et comment DSK, sortant nu de la douche, est-il parvenu à convaincre en sept minutes une salariée de l'hôtel de succomber à ses charmes et de consentir à un rapport sexuel?

Plus que jamais, en féministes, notre solidarité va à Nafissatou Diallo, empêchée de faire valoir le viol dont elle dit avoir été victime, et de toutes les femmes victimes de violence.

leur monde...

À quand une «affiche rouge» dans les Vosges?

Sarkozy 1^{er} peut se vanter de l'efficacité de sa police, l'un des policiers chargés d'assurer sa sécurité lors de son déplacement dans les Vosges a égaré le document qui leur avait été transmis par les renseignements généraux de Saint-Dié. Document comprenant une liste de personnes risquant de «troubler l'ordre public». Sarkozy est venu à Sainte-Marguerite, petite ville de la Déodatie rendre hommage à un patron d'une usine de production de panneaux photovoltaïques d'une dizaine d'ouvriers, pour sa volonté de mettre en place dans le futur «la loi Cherpion» sur l'apprentissage, au cas où elle serait votée par

le Parlement. Déploiement important de flics sur le dispositif de sécurité: 600, chiffre donné par un fonctionnaire de police.

600 flics pour protéger Sarkozy contre douze dangereux individus inscrits sur la fameuse liste, la disproportion ne trompe personne.

En tout état de cause, l'IG (ex-RG) s'avère bien être une police politique qui n'a pas hésité à faire l'amalgame entre une dame de 80 ans fille de résistant assassiné en 1942 par les fascistes, des militants syndicalistes, des militants politiques, avec des criminels tel que l'assassin de René Bousquet.

Sarkozy se pavane en Libye au nom des droits de l'homme mais bafoue l'État de droit en augmentant les quotas d'expulsions des sans-papiers, oubliant que la France est une terre d'asile et que l'opposition négative est un droit fondamental.

La liste noire des Vosges doit nous indigner et nous rendre vigilants sur des méthodes de flicage qui ont fait les beaux jours de Vichy. Nous devons défendre, sauvegarder nos droits et libertés fondamentaux.

France Ballet, militant NPA 88 Saint-Dié (sur la liste)

APPEL À CONTRIBUTION

Faites-nous part de vos témoignages, vos indignations et vos analyses en écrivant à: Rédaction *Tout est à nous!*
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil Cedex
ou par mail à: redaction@npa2009.org

Les Indignés face à la répression policière

Ils marchent depuis des semaines à travers l'Europe pour une démocratie réelle. Non violents et pacifistes, ils subissent pourtant la répression à travers les pays qu'ils parcourent. Depuis le 15 mai dernier, le peuple espagnol se soulève et s'oppose aux mesures d'austérité appliquées par les principaux partis au service des pouvoirs financiers. Le vent des révolutions arabes a soufflé sur l'Europe toute entière et la nécessité de mettre fin au système oligarchique se fait plus pressante.

Ce que ces Indignés revendiquent? Une réelle démocratie. Juste cela. Dans toutes les assemblées générales, les mêmes mots, les mêmes révoltes, les mêmes rages et ce même constat: la base même de la démocratie est bafouée chaque jour dans nos pays. La réponse des Indignés? Des rassemblements. Partout. En reprenant l'espace public, ils entendent reprendre la parole. Et en reprenant la parole, ils entendent faire bouger les lignes et rappeler à ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir, qu'ils existent et peuvent eux aussi faire entendre leurs voix. Enfin presque. Car leurs voix, ces jours derniers, sont de plus en plus étranglées. Entre le silence radio et l'intox des

grands médias, la marche vers Bruxelles aurait bien besoin d'un haut-parleur qui ne déformerait pas les propos des marcheurs!

Samedi 17 septembre, ce ne sont pas 300 mais 1 000 personnes qui se sont retrouvées entre la Cité universitaire et Bastille pour fêter la convergence des deux marches espagnoles (celles venant de Madrid et Barcelone). Durant cinq heures, les Indignés européens ont arpenté les rues parisiennes, en donnant de la voix à leurs idées. Pas de dégradation, comme les médias aimeraient le faire croire... juste des mots tracés à la craie dans nos rues... Des mots contre le capitalisme, des mots contre les banques, des mots contre leur abus de pouvoir. Juste des mots que l'on étrangle qui rendent plus forte encore l'exigence d'une démocratie réelle. En reprenant en main leur outil démocratique, ils sont persuadés qu'ils auront une réelle opportunité de changer la donne et éviter le suicide social de leur peuple. Utopique? Insuffisant? Beaucoup reprocheront au mouvement le manque de contenu politique. Certes, les Indignés n'ont pas de programme et accueillent en leur sein des personnes très diverses, pas toujours politisées. Cette diversité, ils la considèrent comme une

force et martèlent qu'ils ne veulent que l'outil démocratique.

Et, visiblement, cela fait peur à nos dirigeants. Car l'accueil des forces de l'ordre a été fort impressionnant ces derniers jours. Samedi soir, en nombre considérable place de la Bastille, les CRS n'ont cessé de jouer l'intimidation, allant jusqu'à «accueillir» les marcheurs espagnols devant le gymnase mis à leur disposition afin de les empêcher d'y accéder. Alors que ces marches sont non violentes, les Indignés se retrouvent régulièrement encerclés, engagés, isolés, repoussés et malmenés par la police et la gendarmerie. Lundi soir, boulevard Saint-Germain, la répression a franchi un nouveau seuil avec au moins 80 interpellations et trois blessés graves (dont une personne inconsciente). Une répression policière intolérable, quel que soit le regard que l'on porte sur le mouvement. Cette semaine, la France a fait une démonstration de plus: nous ne sommes plus en démocratie. Prochain rendez-vous: le 15 octobre à Bruxelles.

Coralie Wawrzyniak

FÊTE DE L'HUMA Les contradictions du Front de Gauche

Cette fête de l'Huma n'était pas seulement le traditionnel rendez-vous populaire de la rentrée mais le lancement de la campagne du Front de Gauche pour la présidentielle derrière Jean-Luc Mélenchon. De leur point de vue, un lancement réussi mais aussi l'illustration de leurs contradictions.

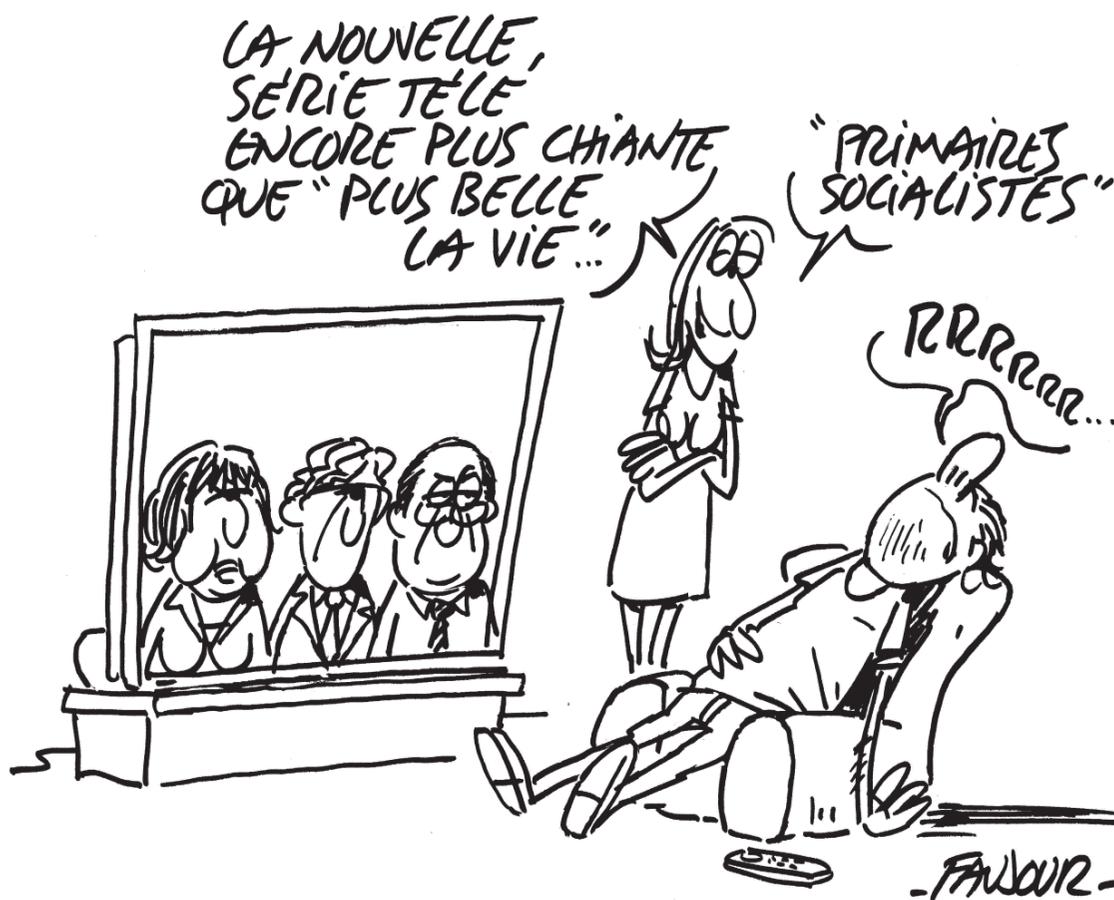
Cette fête, «la dernière sous Sarkozy» selon Patrick Le Hyaric, se voulait offensive, radicale, dans le souci de tenter d'occuper tout le terrain à gauche du PS et d'Europe Écologie. On ne peut qu'approuver en entendant Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent ou Patrick Le Hyaric s'enflammer, lors du meeting central, contre l'oligarchie financière, la nouvelle aristocratie, invoquant la nuit du 4 août 1789 et l'abolition des privilèges. Ou faire l'apologie du monde du travail, de celles et ceux qui créent toutes les richesses tant matérielles qu'intellectuelles, appeler aux mobilisations, invoquer le mouvement contre la réforme des retraites pour défendre la retraite à 60 ans ou se référer aux révolutions du monde arabe... Mais après le lyrisme et les effets de tribune, viennent des interrogations sur ce «radicalisme concret» dont se revendique Mélenchon. «L'humain d'abord», intitulé du programme du Front de Gauche, évite soigneusement certaines questions clés. Par exemple, l'exigence du Smic à 1 700 euros brut nous laisse loin des 1 600 euros net nécessaires pour vivre aujourd'hui. De même l'interdiction des licenciements boursiers, point de «convergence» avec Ségolène Royal, est loin de répondre à l'urgence de vaincre le chômage par la répartition du travail entre tous. Et sur le fond, trois points essentiels ébranlent sa crédibilité. D'abord la volonté d'en finir avec l'aristocratie financière se contente de nationaliser «des» banques pour laisser cohabiter un secteur financier privé à côté d'un secteur public. Toute l'histoire démontre, celle en particulier des nationalisations réalisées par François Mitterrand, qu'une telle politique, au final, ne sert qu'à renflouer les intérêts privés.

Ensuite, dénoncer la dette, cette rente pour les riches, devrait se conclure par l'exigence de l'arrêt du paiement tant des intérêts que du principal.

Enfin, abolir les privilèges et les pouvoirs de la nouvelle aristocratie financière demandera bien plus que la «révolution citoyenne» à laquelle le Front de Gauche nous invite, une révolution citoyenne qui passe par une alliance avec le PS dont trois des possibles candidats sont venus faire un tour à la fête...

Et chacun de se réjouir des «convergences» ou de vanter, comme Martine Aubry, le rassemblement. Mélenchon s'en félicite. Certes, aujourd'hui il s'agit, pour eux, d'abord et surtout, de créer le rapport de forces, de marquer la différence face à ses anciens amis tout en laissant les portes ouvertes. Une telle politique ne peut répondre à l'ampleur des problèmes posés par la crise et aux besoins des classes populaires. On ne peut mélanger l'Internationale et la Marseillaise, le camp des travailleurs et celui des institutions en place, de l'État, façonnés pour servir les classes dominantes, la nouvelle aristocratie financière, ni flatter le nationalisme. Autant de points de discussion avec les camarades du Front de Gauche, autant de points de divergences qui rendent indispensable une campagne et un candidat anticapitalistes.

Yvan Lemaitre



L'espoir rose pâle

Le débat télévisé des six candidats du PS le 15 septembre sur France 2 a confirmé que la vie ne sera pas plus rose si le PS revient aux affaires en 2012.

La Socialiste Academy, premier débat télévisé de la primaire socialiste, n'était pas bien passionnante. «Débat» était d'ailleurs un bien grand mot, car après trois heures de cette messe polyphonique, aucun doute à avoir sur le fait que les six prétendants ont bel et bien le même programme. L'éducation fut dès le départ au cœur de la présentation des candidats. Avec ou sans Allègre, les enseignants peuvent se préparer à des attaques. Montebourg évoque le changement de leur statut, Aubry, la «refonte de l'école» et Hollande double alors tout le monde sur la gauche en déclarant qu'avec lui il y aura 60 000 embauches, bien loin de récupérer les 100 000 emplois supprimés depuis 2002. Leurs réponses à la crise étaient bien entendu au centre des débats. Mais une crise qui paraît bien passagère dans leur bouche. Chaque candidat défend le sacro-saint programme: réforme fiscale où

l'on ne doit pas augmenter les impôts pour les plus démunis ni pour les plus riches, mis à part Montebourg et Royal qui veulent créer une nouvelle tranche. Mais plus globalement la sortie de la crise se fera par la relance et le respect de la règle d'or! On pourrait presque croire au retour d'une politique économique keynésienne mais derrière le mot relance, le vide. Martine Aubry nous ressort les emplois jeunes, cette fois-ci nommés «emplois d'avenir». 300 000? 100 000? 7 000 emplois? On ne le saura pas car ils seront conditionnés par la croissance. Montebourg sort du lot sur la question de la dette, pas de règle d'or puisqu'elle est déjà inscrite dans le traité de Maastricht. Une taxe Tobin remodelée permettrait de récupérer 250 milliards sur les 400 milliards de la dette, fantastique. Mais lorsqu'il évoque la Grèce ses propos sont très ambigus. On ne pourrait plus être solidaire avec des pays qui dépensent

sans compter! Il ajoute après que la Chine ruine l'Europe et qu'il faut un retour au protectionnisme. Tout cela sur le modèle américain. La relance par les salaires? N'y comptez pas, aucun candidat n'a été dans ce sens. Par contre, il semble que la refonte du système bancaire en séparant les banques d'investissement et les banques de dépôt, proposition Front de Gauche compatible, fera le plus grand bonheur de Jean-Luc Mélenchon à la Fête de l'Humanité. Pour la relance, le PS lance un grand appel aux PME (grand classique) pas suffisamment soutenues. Royal, à droite toute, veut faire de la France un pays d'entrepreneurs. Concernant la sortie du nucléaire, les candidats ont quelques divergences mais on n'en sortira pas tout de suite, ni dans 20 ans, c'est sûr. Sur l'immigration, Valls était en grande forme. Rien de nouveau sous le soleil, une immigration du travail et des quotas. Du Sarkozy ni plus ni

moins sous le silence des cinq autres candidats. Le plus dramatique reste les grands sujets absents du débat, et ils sont nombreux. Rien sur les retraites sauf Aubry qui dit qu'elle ne reviendra pas sur la retraite à 60 ans. Le mouvement social n'était apparemment pas invité puisque ce dernier n'a pas été évoqué une seule fois mis à part les Indignés et ces révoltes violentes dont Hollande ne veut plus. Rien sur un retour sur les privatisations dont EDF-GDF. Rien sur la santé. Pas plus sur la question de l'égalité des droits entre hommes et femmes et LGBTI, rien sur une vraie loi-cadre contre les violences faites aux femmes, l'homoparentalité, l'agriculture... Rassurons-nous, à défaut «d'avoir le droit d'espérer une vie meilleure» (Royal) nous aurons peut-être au moins le «droit à mourir dans la dignité» (Baylet)!
Thibault Blondin

ANNA HAZARE EN GREVE DE LA FAIM



ANNA HAZARE ET LE MOUVEMENT ANTICORRUPTION Un danger ou une opportunité ?

INDE. Anna Hazare est devenu le symbole de la lutte contre la corruption en Inde. Il est présenté comme un « nouveau Gandhi » inspiré par les luttes non violentes, soutenu par les masses et vainqueur du gouvernement.

Au-delà du symbole, qu'en est-il réellement de ce mouvement dans la population indienne ?

Anna Hazare, militant de 73 ans, a fait deux grèves de la faim, en avril et en août. Il revendiquait une commission paritaire chargée de l'élaboration d'une loi anticorruption. Pour lui et les membres de « son équipe », il s'agit de créer et de donner des pouvoirs à une commission « propre », chargée de faire respecter la loi. Il ne s'agit pas de permettre le contrôle de l'État et des industriels par la population. Hazare ne critique pas les lois votées contre les intérêts de la population, la politique néolibérale qui a permis aux entreprises de s'approprier les terres, l'eau, les ressources minières, etc.

Le gouvernement a fini par lui céder. Les citoyens indiens pourront s'adresser à un médiateur dans chaque État et se plaindre de faits de corruption impliquant des fonctionnaires, même s'il s'agit de hauts fonctionnaires ou du Premier ministre.

Il faut dire que depuis un an, le gouvernement central indien, conduit par le Parti du Congrès, est mis en cause dans de nombreuses affaires de corruption : les plus importantes sont celle des pots-de-vin reçus par le président du comité organisateur des Jeux du Commonwealth de 2010 et celle des contrats de licences de téléphonie mobile. D'autres scandales ont éclaboussé la coalition d'opposition du BJP¹, le parti national-hindouiste, dans une affaire d'exploitation illégale d'une mine appartenant à l'État du Karnataka.

Les réactions de la classe politique, des milieux d'affaires sont contradictoires. Une partie de la bourgeoisie pense que la corruption entrave le développement économique, alors que l'autre en profite

lorsqu'elle est au pouvoir.

Anna Hazare a été soutenu publiquement par des patrons d'industrie, de chambres de commerce, des « gourous » réactionnaires, par le BJP et des associations du mouvement nationaliste hindou. Le BJP a su profiter de la corruption lorsqu'il était au pouvoir central. Il en profite toujours dans les États qu'il dirige et utilise la mobilisation anticorruption contre le Parti du Congrès. Dans un premier temps, le gouvernement du Congrès s'est empressé de répondre à la demande d'Hazare, car cela lui permettait de désamorcer un mouvement dans un contexte politique où ces affaires de corruption à l'échelle nationale ont choqué la population. Il a ensuite essayé la fermeté pour finalement reculer au vu des mouvements de protestation qui se sont amplifiés.

C'est essentiellement la classe moyenne urbaine et rurale, préoccupée par ses propres intérêts, qui s'est mobilisée pour soutenir Anna Hazare, au travers des moyens électroniques, puis des médias qui ont relayé. Le magazine *Outlook* s'inquiète de ce revirement contre le Premier ministre Manmohan Singh, alors que c'est la continuation de la politique de réformes de libéralisation économique, de privatisation et de globalisation engagées en 1991 qui a permis aux parents des jeunes protestataires de s'enrichir et de bénéficier des fruits du développement.

Les allocutions enflammées d'Anna Hazare contre les politiciens corrompus ont séduit. Des milliers d'Indiens ont participé à la première grève de la faim en avril. Au-delà des personnalités qui ont lancé ce mouvement, la population s'est emparé de la campagne pour

protester contre l'arbitraire et la corruption au bas de la société.

Le rejet et le dégoût des politiciens qui se sont enrichis pourraient déboucher sur un mouvement plus important. La démagogie du « tous pourris » simpliste oublie que la corruption s'est développée à cause de la politique néolibérale. Le slogan « Anna est l'Inde et l'Inde est Anna » semble signifier que toute la population indienne est derrière Anna Hazare alors que ses déclarations partisans sur l'action en faveur du développement rural des deux Premiers ministres du Gujarat et du Bihar avaient créé la polémique : le premier a favorisé les émeutes communautaires antimusulmanes de 2002 et le dernier est touché par un scandale de corruption.

Du côté des militants de la gauche ou de l'extrême gauche indienne, les réactions sont également diverses. La difficulté pour la gauche indienne est de se faire une place dans ce mouvement et de convaincre la population d'aller plus loin. Certains, comme le Parti communiste indien, rejettent les formes anti-institutions démocratiques et anti-Parlement que prend la campagne « L'Inde contre la corruption ». D'autres, des organisations proches du CPI-ML (« Libération ») ont leur propre campagne et essaient d'élargir le contenu politique. Tout en s'adressant à d'autres classes sociales, ces militants ne veulent pas laisser le terrain de la contestation au populisme ou à l'extrême droite.

Christine Schneider

1. Bharatiya Janata Party

TUNISIE

La révolution mise en péril

Ahlem Belhadj, Nizar Amami et Jalel Ben Brik, responsables de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO), analysent la situation en Tunisie à l'approche des élections.

Le conflit entre une partie de la police et le gouvernement

Beaucoup d'opacité règne sur les motivations réelles des policiers qui ont, le 5 septembre, éjecté de son poste le militaire qui dirige la Garde nationale. Une seule chose est claire : il s'agissait pour eux de remettre en cause la suprématie de l'armée.

Le discours du 6 septembre

C'est la première fois que l'actuel Premier ministre fait un discours avec à ses côtés le chef d'état-major de l'armée, qui est le symbole des outils de répression en Tunisie. Ils ont sans doute voulu que la population en déduise que la situation sécuritaire du pays était grave, à tel point que des conflits existent entre les corps de répression. Béji Caïd Essebi n'a pas hésité à parler de « rébellion » ainsi que de « putsch » et de « coup d'État » au sein de la police. Cela lui a permis ensuite d'annoncer sa volonté de faire un usage rigoureux du décret de janvier 1978 qui permet d'emprisonner des personnes sans recourir aux tribunaux, ainsi que d'interdire toute manifestation, rassemblement sit-in, grève, etc. Le but du pouvoir est certainement de préparer le terrain à la possibilité d'imposer un régime répressif, militaro-policière-bureaucratique face à deux scénarios possibles :

- une situation comparable à celle de l'Algérie après la victoire électorale des islamistes en 1991 ;
- une accélération du mécontentement social et un début de rejet du vieux et arrogant Premier ministre.

Au passage, Essebsi a perdu son sang froid. Il a traité les policiers rebelles de singes, et annoncé l'interdiction de leur syndicat. Il s'est en fait couvert de ridicule : juste après son discours, sa voiture a été saccagée par des policiers rassemblés devant le siège du gouvernement.

Les sit-in de policiers

À la suite du discours du Premier ministre, des policiers ont organisé pendant plusieurs jours des sit-in devant le ministère de l'Intérieur. Au-delà de la protestation contre les propos injurieux d'Essebsi, leur attitude s'explique sans doute par la combinaison de plusieurs facteurs.

D'abord, comme beaucoup de salariés, de nombreux policiers sont dans une situation proche de la pauvreté. Simultanément, ils se sentent haïs par la population car ils sont depuis des années en première ligne dans la confrontation directe avec tout ce qui bouge.

Ensuite, de nombreux policiers souhaitent être débarrassés de responsables formés sous Ben Ali par les États-Unis et la France.

Enfin, des nostalgiques de Ben Ali ont très certainement su exploiter ce malaise, en particulier des policiers ayant des démêlés avec la justice pour leurs méfaits passés.

Les élections du 23 octobre

Il ne faut pas se faire d'illusions sur les élections à l'Assemblée constituante : la presse et la magistrature ne sont pas indépendantes, l'influence de l'argent des capitalistes tunisiens et étrangers est considérable.

L'Assemblée constituante sera contrôlée par des partis ne s'opposant pas au capitalisme international. Elle aura une orientation proche de celle des gouvernements de Turquie et du Qatar, et entretiendra de bons rapports avec les USA et la France.

Du temps de Ben Ali, nous avions un gouvernement policier d'une seule couleur politique mettant en place la politique néolibérale. Après les élections nous aurons un gouvernement menant la même politique économique, mais comportant plusieurs couleurs politiques : conservateurs religieux, politiciens de droite, sociaux-libéraux, etc.

Face aux partis voulant en finir avec la légitimité révolutionnaire au profit d'une prétendue légitimité institutionnelle, il est important d'affirmer la primauté de la légitimité révolutionnaire et de la lutte.

La LGO avait appelé pour cette raison à la formation d'un front antilibéral et anti-impérialiste. Elle s'est adressée essentiellement aux composantes de la gauche ayant participé au Front du 14 Janvier, ainsi qu'à des forces plus petites. Mais le sectarisme et le narcissisme des uns, ainsi que la tentation d'alliances avec le centre gauche des autres ont fait échouer ce projet. La LGO sera donc seule dans cette campagne avec le double handicap d'être une organisation de petite taille et de ne pas avoir obtenu son visa. Elle participera néanmoins à ces élections dans trois circonscriptions sur 24 par le biais de la liste indépendante « Continuons la révolution ! »

Propos recueillis par un correspondant

Le plan social de l'Éducation nationale 80 000 suppressions

L'école aujourd'hui : entre sélection et profits!

De réformes en cascade à la suppression des postes, en cinq ans seulement, le gouvernement a réussi à satisfaire, quoique partiellement, les desiderata du patronat et de la bourgeoisie ou comment s'approprier le marché juteux que représente l'éducation tout en faisant faire des économies à l'État.

Depuis 20 ans, les gouvernements successifs cherchent à résoudre ce problème : comment diminuer la durée moyenne de scolarisation et par là même le niveau de qualification, qui deviennent aujourd'hui obsolètes dans une perspective résumée dans le rapport Thélot en 2004 : « *la part des emplois peu qualifiés ou requérant une qualification d'ordre comportementale ou relationnelle [sera] considérable dans l'avenir [...]* »

Ainsi, l'Éducation nationale doit former les ouvriers et employés de demain à des savoir-être de base et des savoir-faire utiles à leur employabilité. La prolongation de la scolarité devient donc inutile pour la majorité des élèves qui seront appelés à occuper des emplois à qualification « *d'ordre relationnel ou comportemental* ». De là l'importance accordée au fait que les jeunes soient de plus en plus tôt en contact avec l'entreprise, partenaire majeur pour inciter les moins performants à « *choisir* » une formation en alternance, un projet professionnel plutôt qu'une formation initiale « *trop théorique ou trop abstraite* ». Évaluations nationales, aide personnalisée, livret personnel de compétences sont autant d'outils de mesure pour trier et donc orienter précocement les élèves. Ils sont autant de moyens de contrôler l'enseignement donné par les profs et de les remettre au pas avec la carotte que constituent les primes.

En réduisant les budgets et les personnels, en développant la précarité, en multipliant les statuts, le gouvernement cherche à diviser les salariés de l'Éducation nationale et à casser leur résistance. Force est de constater que le flot des réformes qui s'est abattu sur ce secteur ces dernières années a fortement démoralisé les personnels. La tactique utilisée par Sarkozy et ses prédécesseurs s'est avérée particulièrement subtile. Aucune réforme de fond ou d'ampleur n'a été mise en œuvre mais de multiples transformations ont été distillées au fil des années rendant particulièrement difficile la mobilisation. Mais toutes ces mesures obéissent à une logique globale, celle de la casse du service public de l'éducation. Le gouvernement en procédant ainsi a fait de l'État le premier employeur de précaires et a mené le plus grand plan social que la France ait jamais connu. Nul doute qu'avec les mesures d'austérité annoncées par Sarkozy, cette politique, dont la logique budgétaire dissimule bien souvent les fins idéologiques, va connaître une accélération.

Le 27 septembre, nous devons être massivement en grève contre la casse avérée de notre secteur parce que, pas plus hier qu'aujourd'hui nous n'acceptons de « dégraisser le mammoth ». Mais nous serons en grève également pour refuser de contribuer au paiement de cette dette qui se fera sur le dos de ceux et celles qui déjà, subissent au quotidien les désastres du système capitaliste.

85 000 élèves en plus, 16 000 postes supprimés

Dans les écoles, 1 500 classes ont été fermées. Partout les classes sont surchargées, y compris dans les ZEP où le seuil de 24 élèves est souvent dépassé.

C'est l'exclusion sociale : les dispositifs d'intégration des élèves handicapés ou non francophones sont étranglés par la baisse des moyens. Les réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté sont démantelés.

C'est la sélection et l'élitisme : manque de places et disparition de la carte scolaire poussent les établissements à sélectionner leurs élèves. Un grand nombre d'entre eux subissent une orientation forcée ou sont exclus du système scolaire (la scolarisation des 15/19 ans a baissé de 5%). Ensuite le gouvernement crée des internats d'excellence, afin d'offrir à une poignée triée sur le volet des moyens dont sont privés tous les autres élèves.

C'est la constitution d'un marché privé de l'éducation : les

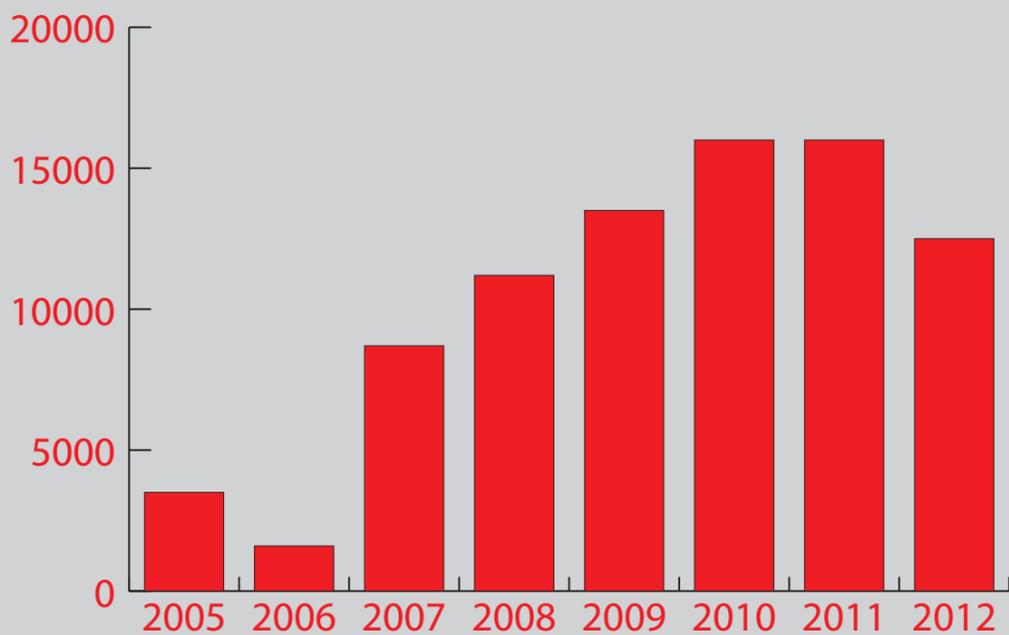
élèves de moins de 3 ans ne sont plus scolarisés au profit des jardins d'éveil privés. Les cours en petits groupes sont supprimés, le nombre de vraies heures de cours diminue : l'État organise l'échec de nombreux élèves et abandonne le soutien scolaire aux entreprises privées (Academia, Complétude) pour ceux qui peuvent se le payer. Les Chambres de commerce et d'industrie organisent l'apprentissage professionnel. Enfin, les écoles privées continuent de toucher des subventions alors que l'école publique subit l'austérité.

Défendons un même droit à la scolarité, avec les adaptations et le personnel formé nécessaire pour intégrer tous les élèves.

Exigeons une école commune à tous, sans sélection ni orientation de 3 à 18 ans.

Refusons toutes les formes de privatisation de l'école.

Suppressions de postes dans l'Éducation nationale depuis 2005



Des salaires de plus en plus bas

Le salaire des enseignants des écoles primaires et secondaires, qu'ils soient débutants ou qu'ils aient quinze ans d'expérience, est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE¹. En effet, depuis 1995, le salaire des enseignants a diminué en valeur réelle et en pourcentage dans la part du PIB.

Depuis 2000, la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires s'élève à plus de 10%. Cette perte devrait augmenter, puisque depuis l'augmentation de 0,5% au 1^{er} juillet 2010, le gel du point d'indice a été effectif et est prévu jusqu'en 2013, alors que les cotisations retraites des fonctionnaires augmenteront de 34,4% dans les dix prochaines années. Le gouvernement s'abrite derrière les distributions de primes et d'heures supplémentaires pour faire croire à une augmentation des salaires. Mais celles-ci sont très inégalement réparties dans le but de diviser les personnels, voire imposées lorsqu'il s'agit d'heures supplémentaires. En

effet, la baisse des salaires ouvre bien évidemment la voie aux primes individualisées, modulables par la hiérarchie et aux heures supplémentaires au détriment de l'emploi, par l'augmentation de contrats précaires.

Le gouvernement a fait le choix de réduire les ressources de l'État, pour faire des cadeaux aux patrons du CAC 40, ainsi les rémunérations versées aux agents de l'État représentent une part toujours plus faible des richesses du pays et cette part a diminué de 15% en huit ans. Cela dans un contexte où, depuis 2005, la loi d'orientation et de programmation pour l'avenir de l'école, dite « loi Fillon » suivie des réformes qui organisent la casse du service public d'éducation, a fortement dégradé les conditions de travail des enseignants et des élèves.

1. Organisation de coopération et de développement économique, *Regards sur l'éducation*, publiée le mardi 13 septembre 2011, regroupant les statistiques concernant l'éducation de plus d'une trentaine de pays.

Éducation nationale : Suppressions de postes !

La machine à précariser

Cette année encore, le gouvernement a pratiqué une nouvelle saignée dans l'Éducation nationale avec la suppression de 16 000 postes. Les conséquences sont désormais bien visibles en cette rentrée scolaire. Les non-remplacements de professeurs et les postes non pourvus sont pléthores à ce jour. Les effectifs des classes ont considérablement augmenté y compris dans les ZEP où le seuil des 24 élèves a été franchi dans de nombreux établissements. Des classes entières sont supprimées tant et si bien qu'un maire d'une commune rurale s'est retrouvé dans l'obligation d'ouvrir une structure privée de maternelle pour accueillir les enfants de son village. Ainsi, à la logique budgétaire qui préside aux décisions gouvernementales correspond une logique idéologique, celle d'un service public dégradé pour tous ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir les services du privé. En parallèle à ce véritable plan social dans l'Éducation nationale, le gouvernement y développe la précarité à tous les niveaux. Le nombre de vacataires et de contractuels chez les enseignants a explosé ces dernières années. Et la création du master enseignement laisse présager

l'apparition d'une armée de précaires soumis à la pression des chefs d'établissement dont les pouvoirs ont été considérablement renforcés en matière de recrutement et de gestion des personnels. Concernant les fonctions de vie scolaire, d'encadrement des élèves et d'assistance administrative, le gouvernement a développé ces dernières années les Contrat unique d'insertion-Contrat d'accès à l'emploi (CUI-CAE) dont le salaire net est fixé à 632 euros par mois pour 20 heures hebdomadaires et dont la durée ne peut excéder 24 mois. Or, en cette rentrée, bon nombre de ces contrats sont arrivés à échéance et ne peuvent être renouvelés, laissant ainsi des milliers de précaires sur le carreau. De plus, beaucoup de ces postes, désormais vacants, sont, non pas supprimés mais suspendus, démontrant par là qu'ils ne sont pas conçus par le gouvernement comme des aides indispensables mais comme des variables d'ajustements dans les politiques de l'emploi. Nul doute qu'il feront un jour leur réapparition, au moment opportun, pour faire baisser les chiffres du chômage de longue durée ; sans doute juste avant les présidentielles de 2012 ?

Ouvriers des lycées d'Île-de-France Non à l'allongement du temps de travail !

La région Île-de-France dirigée par le socialiste Jean-Paul Huchon a joué un très mauvais tour aux agents techniques des lycées en allongeant leur temps de travail et de présence. Cette politique est la même que celle de l'État qui supprime des dizaines de milliers de postes dans l'éducation et qui impose toujours plus de travail aux agents administratifs, personnels de vie scolaire et enseignants. Dorénavant, la pause repas n'est plus comprise dans le temps de travail ce qui rallonge d'autant le temps de présence, le nouveau décompte des jours fériés ajoute des jours travaillés, il n'y a plus de maximum de jours de permanence et si des agents sont malades pendant l'année, ils perdent le bénéfice de leur RTT et sont contraints de les rattraper. Ces mesures de régression sociale se surajoutent aux conditions de travail difficiles des agents. Le manque criant de personnel conduit trop souvent à une augmentation scandaleuse de leur charge de travail. Les agents en arrêt ne sont pas remplacés, les services sont partiellement complétés par des contrats aidés corvéables et jetables et, en plus, la région renforce l'encadrement hiérarchique en installant des petits chefs qui sont autant de personnes en moins pour faire le travail. Lors du Comité paritaire technique (instance où siègent les syndicats et les élus politiques de la région et où se prennent les décisions concernant les personnels) du 9 mai 2011, la très grande majorité des syndicats ont voté contre ou se sont abstenus. Tous les élus politiques, quelle que soit leur couleur, ont voté pour. Méprisant la position des syndicats, M. Huchon a soumis le protocole sur le temps de travail au conseil régional le 23 juin dernier. Celui-ci l'a adopté faisant ainsi sienne la devise sarkozyste «travailler plus, pour gagner plus». Face à la politique de régression sociale menée par le PS et ses alliés Verts majoritaires au CR, les ouvriers étaient appelés à faire grève le 20 septembre. D'autres personnels de l'Éducation nationale ont décidé de les soutenir et de les rejoindre pour dire tous ensemble : **Non à l'allongement du temps de travail ! Non à la politique de régression sociale de la région Île-de-France !**



Non aux évaluations nationales

Le Haut Conseil de l'éducation vient de rendre un rapport à l'Élysée: les évaluations (CE1, CM2, et anciennement CE2, 6^e) ne servent à rien: les unes ne sont pas assez rigoureuses, les autres pas assez fiables... Il faut vite confier au privé (on parle d'une agence «indépendante») de nouvelles évaluations. Il y aurait «confusion» entre l'usage pédagogique et la création d'un «indicateur de pilotage»... Certains enseignants laissent plus de temps, d'autres font «bachoter» les gamins dès le CE1... La validation est aussi fantaisiste que la passation... Ce qui est vraiment drôle, c'est que toutes ces critiques ont été déjà faites: par les syndicats, par les «résistants pédagogiques» et par de nombreuses associations pédagogiques. Avec un peu de chance, la droite va finir par faire passer de véritables «examens» pour obtenir enfin des «indicateurs» fiables, permettant de trouver encore des postes à enlever, des écoles à fermer, des sous à gratter...

Par exemple, une commune de Seine-et-Marne avait une fermeture de classe à la rentrée, alors que les effectifs dépassaient largement la «norme» pour obtenir une réouverture. Mais c'était le cas de la commune voisine aussi. Devant la demande des deux communes, l'Inspecteur fait cette très belle réponse: «La commune voisine a été prioritaire pour la réouverture d'une classe, parce que les résultats de l'évaluation sont moins bons que chez vous.» Tout cela n'existe que parce que parents et enseignants acceptent de le mettre en place, alors qu'il est possible de faire «rater» l'école aux enfants la semaine des «évals», il est possible de refuser de les faire passer, la résistance commune est une forme de lutte. Dans le Doubs, un collectif parents-enseignants appelle à lutter ensemble. Ils ont fait un petit film sympathique à regarder sur internet: l'école en danger.

<http://www.youtube.com/watch?v=Rih6ERs0dmc>

Refuser la répression dans l'Éducation nationale !

Le problème posé par l'Éducation nationale au gouvernement ne se résume pas à son coût ou à la possibilité d'adapter les enseignements aux besoins du patronat. Fillon sait bien que depuis 2002, le secteur s'est mobilisé chaque année, que ce soit les lycéens, les étudiants, les enseignants. Et souvent, ces mobilisations ont aidé à en développer d'autres plus larges, voire à obtenir des victoires, comme le CPE en 2006. Pour nous vaincre, la première étape du gouvernement a été de nous faire croire que les jeunes étaient des sauvages (Chevènement en 1998), puis des racailles (Sarkozy en 2005). La suite est simple: une mobilisation de la jeunesse est une mobilisation de délinquants. Donc elle doit être réprimée. Depuis 2005, chaque lutte se solde systématiquement par une série de procès de lycéens ou d'étudiants. Et depuis 2008, ce sont des enseignants ou des personnels qui passent en justice. On n'arrête pas le progrès. Par ailleurs, des instituteurs refusent d'appliquer les réformes antipédagogiques du gouvernement depuis deux ans. Et depuis deux ans, les rectorats sanctionnent ces désobéisseurs. Pour l'exemple, le ministère retire à l'un sa fonction de directeur d'école et il est allé encore plus loin cet été, en déplaçant d'office un instituteur de son école, car il refusait de renseigner Base élève, c'est-à-dire de remplir un fichier sur les compétences et comportements de ses élèves, à disposition de la police et du patronat... C'est pourquoi nous nous opposons à toute sanction contre les enseignants et les jeunes, nous sommes totalement solidaires des collègues qui désobéissent par souci pédagogique. Désobéir doit être le premier pas vers une action collective. Nous continuerons à résister à la pression du ministère, à être solidaires des jeunes et des collègues qui sont injustement arrêtés et qui passent en procès !

Suivre l'actualité des désobéisseurs : <http://resistancepedagogique.org/site/>

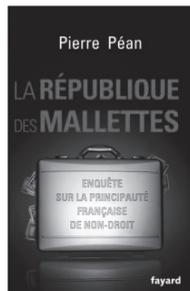


<http://roadtobrussels.blogspot.com/>
Les marcheurs indignés venus d'Espagne sont maintenant à Paris et se dirigeront bientôt vers Bruxelles. Suivez étape par étape les comptes-rendus sur leur blog. Pour obtenir des détails sur l'étape parisienne, consultez le site <http://paris.reelledemocratie.fr/> ou <http://www.marche-paris.fr/>. Vous y retrouverez les photos de la convergence des marches et les dernières nouvelles pour donner un coup de main aux marcheurs (lire aussi p. 4)

l'essai

LA RÉPUBLIQUE DES MALLETTES Enquête sur la principauté française de non-droit PIERRE PÉAN

Fayard
484 pages
23 euros



On sait que le capitalisme, par sa nature, génère inéluctablement la corruption, mais on n'imagine pas concrètement les formes que cela prend car, en temps normal, elle est censée rester secrète. Le livre de Péan qui se dévore comme un roman d'espionnage, soulève le voile. Il donne de véritables haut-le-cœur, tant le système est pourri jusqu'au sommet, tant les sommes des rétrocommissions semblent «stratosphériques».

Ce livre sort au même moment que le déballage de Bourgi sur les mallettes venues d'Afrique et l'affaire Guérini à Marseille, mais va bien plus loin en détaillant un autre versant de la corruption et du financement clandestin des campagnes politiques. Il retrace les guerres que se sont menées les différentes cliques politiques, afin de mettre la main sur des centaines de millions d'euros. L'enquête de Péan nous fait découvrir un personnage inquiétant et dangereux : Alexandre Djouhri. Inconnu du grand public, il s'est installé au sommet du pouvoir depuis une vingtaine d'années, «ondulant avec la même aisance dans les réseaux pasquaiens, chiraquiens, villepinistes, strauss-kahniens et maintenant sarkozystes».

Le livre illustre le cynisme de la classe dirigeante, qui dénonce les banlieues comme zone de non-droit alors que les plus grands gangsters sont au sommet de l'État. Il décrit un système en véritable décomposition, gangrené par l'argent, où de sinistres individus comme Djouhri dirigent de véritables mafias, en relation privilégiée avec celui qui est devenu le «premier flic de France», Claude Guéant. En la matière, Sarkozy qui prétendait incarner la «rupture» avec le système Chirac a simplement récupéré le magot à son profit et maintenu ce système.

Cela sent la fin de règne. Le FN va se faire une fois de plus le pourfendeur de la corruption, dénonçant le système «UMPS», comme les ligues fascistes dénonçaient la corruption à l'occasion de l'affaire Stavisky dans les années 1930. Ils sont pourtant mouillés de la même manière que les autres, comme le montre Péan. Ce livre renforce la colère, à nous d'être capables de la transformer en résistance. Même s'ils ont le pouvoir, ils ne sont, comme le rappelle l'auteur, que quelques centaines alors que nous sommes des millions.

Antoine Boulangé

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



CINÉMA ET MAINTENANT, ON VA OÙ? Nadine Labaki

Au Liban, dans un village isolé cerné par des mines, des femmes chrétiennes et musulmanes complotent pour empêcher les hommes de se battre.

Si le film n'évoque à aucun moment les racines profondes du conflit, il met au centre le courage des femmes obligées de faire tourner le village dans un contexte de guerre et présente un prêtre et un imam, certes barbus mais surtout très tolérants.

Sur un scénario de tragédie grecque, Nadine Labaki met en scène à l'ombre des oliviers le sacrifice de Nassim, fils adoré d'une chrétienne. Tels des personnages d'Aristophane, les villageoises à l'aide de moyens proscrits par les religions (drogue, sexe et musique) domptent les maris et grands frères belliqueux.

Le dénouement tragique et burlesque de l'histoire donne tout son sens au titre du film et laisse pantois sur les problèmes de l'identité face à la mort. Le ballet de repentance schiite au féminin qui ouvre et ferme le film mérite à lui seul d'être vu.

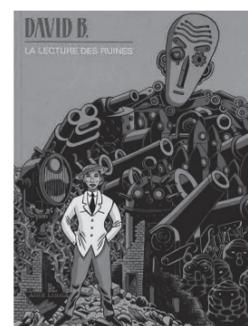
Sylvain Chardon



REVUES LE GROGNARD LA MAIN DANS LE SAC Jean-Pierre Guillon

Juin 2011/10 euros
Écrivain, poète, collagiste, spécialiste de Maurice Fourré aussi bien que de Sade (il a publié des inédits de l'un comme de l'autre), J.-P. Guillon est également connu de ses amis (en majorité surréalistes comme lui) pour les plaquettes qu'il leur adresse de temps à autre, depuis plus de trente ans. Toujours justes de ton et de visée, qu'elles soient poétiques ou polémiques (et dans ce cas la poésie et la révolution restent toujours ce qui prime), et extrêmement efficaces dans leur propos, elles n'étaient connues que des «happy few» jusqu'à cette excellente initiative du *Grognard* (n°18) de publier sur plus d'une centaine de pages une sélection de ses «polémiques surréalistes (1976-2007)», où Sollers et d'autres sont pris «la main dans le sac». Par ailleurs, cette revue trimestrielle se signale par le soin remarquable qu'elle met à faire connaître les écrivains et penseurs anarchistes.

Gilles Bounoure



BD LA LECTURE DES RUINES David B.

Dupuis / 14 euros
Cette réédition d'une BD de David B. a la densité d'un roman. Jean van Meer, folkloriste hollandais engagé par les services français pendant la Première Guerre mondiale, est chargé de retrouver un ingénieur fou inventeur d'armes délirantes : canon à rêves, barbelé végétal... Il s'agit d'une fausse piste pour tromper les services allemands, mais l'ingénieur s'est mis une nouvelle idée en tête : il pense que les ruines liées à la guerre ont leur propre alphabet, leur propre langage qu'il veut découvrir. Dans cet ouvrage David B. fait preuve avec virtuosité de tout son talent de conteur, une poésie macabre qui reflète l'horreur de la guerre et son absurdité.

Sylvain Pattieu



MUSIQUE BLACK UP Shabbaz Palaces

Sub Pop
Parfois dans l'histoire du hip-hop, les plus audacieux sont contraints de jouer à l'extérieur. Les petits génies de Black Moon avaient sorti en 1993 le classique *Enta Da Stage* sur le label de house Nervous recorded. En 2011, c'est au tour de Shabbaz Palaces, nouvel avatar d'un ex-protagoniste de Digable Planets, de planter sa mauvaise graine dans le terreau de Sub Pop, habituellement terre d'accueil du rock pointu le plus exigeant. Cela dit, la réalisation de cet inclassable opus, qui part dans tous les sens stylistiques et les accointances sonores sans jamais basculer dans aucune case, n'avait guère de chance d'être hébergé ailleurs. Jazz d'avant-garde, électro, dubstep, soul futuriste, rap gothique, cet étrange objet libertaire ressemble à un catalogue des oxymores musicaux. Mais à chaque fois l'alliance des contraires fonctionne. De quoi redonner la foi en la parole fondatrice donnée autrefois par Kool Herc et Afrika Bambaataa.

King Martov

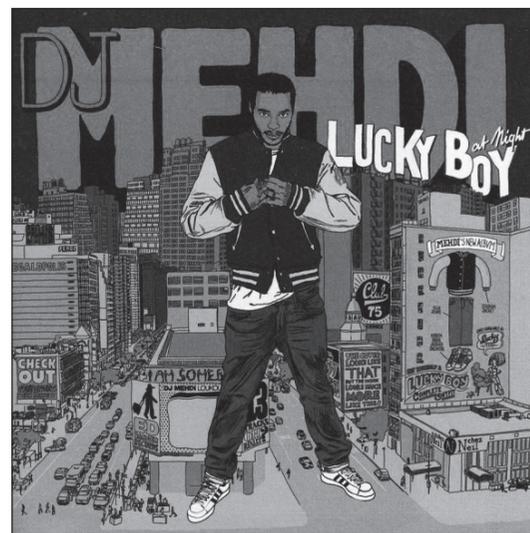
MUSIQUE Les platines en deuil

Nous rendons hommage à DJ Mehdi, mort la semaine dernière à 34 ans.

DJ Mehdi, de son vrai nom Mehdi Favéris-Essadi, est décédé le 13 septembre dernier à 34 ans. Peu connu du grand public, l'écho qu'a rencontrée cette triste nouvelle démontre néanmoins la place singulière – et le vide qu'il laisse derrière lui – qu'il avait fini par occuper dans la petite famille de ce que les politiques appellent avec un peu de condescendance «les musiques urbaines». Son parcours atypique se révélait à l'image de son ouverture d'esprit, de son insatiable curiosité intellectuelle et, pour ceux qui l'ont fréquenté, de sa gentillesse. Refusant le sectarisme et la logique hermétique des clans, ce dj (fonction qui inclut non seulement la dextérité derrière les platines mais également le sacerdoce essentiel de la production) naviguait avec la même aisance dans les divers univers qui avaient façonné sa large culture

musicale. On pouvait ainsi le croiser aussi bien sur la péniche des soirées branchées «respect» qu'au fond de la salle obscure d'un concert des puristes du blues, les Bo Weavil. Fort de cette immersion tout azimut et sans purisme, son talent lui avait permis de hisser enfin le son hexagonal à la hauteur des modèles américains, sans les copier ni les caricaturer.

Dès 1992, il rejoint Idéal Junior où officie Kery James, autre futur grand, côté micro. Il sera ensuite le jeune homme derrière les manettes de la plupart des productions du collectif Mafia k1 Fry. C'est toutefois en 1998 avec les *Princes de la ville*



et son hit *Tonton du bled* évoquant les vacances «au pays» d'une famille algérienne, que son avant-gardisme rencontre le succès et la reconnaissance. Il sera dès lors constamment sollicité par les cadors du flow tricolores (Booba...). On se souviendra en particulier de son inestimable apport à la fraîcheur des premiers disques de Rocé et Karlito, dans un contexte créatif plutôt morose pour le hip-hop national. Au tournant de 2005, il se tourne vers l'électro et rejoint le label Ed Banger fondé par Pedro Winter, manager des Daft Punk, officiant au sein du collectif «Club 75», publiant ses propres disques et mixant

à travers le monde. Son dernier projet *Carte Blanche*, avec l'anglais Riton, se voulait un retour aux sources de la house de Chicago. No Fun! RIP.

King Martov

À écouter :
113, *Les princes de la ville*
Karlito, *Contenu sous pression* (Chronowax)
Des friandises pour ta bouche (Kourtrajme)
Dj Mehdi, *Red Black & Blue* (Ed Banger Records, Because Music)

À relire :
<http://orta.dynalias.org/archivesrouge/article-rouge?id=1180>

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les leçons du Mediator: comment en finir avec un système meurtrier

Un an après le début de l'affaire du Mediator, il est temps d'essayer de tirer les leçons de cette incroyable débâcle sanitaire: elle nous a beaucoup appris sur l'industrie pharmaceutique et cela doit nous aider à réfléchir aux manières de combattre le «capitalisme thérapeutique».

Un rapprochement peut nous aider à saisir la situation: Madoff, escroc financier américain qui a ruiné quelques centaines de personnes parmi les plus fortunées du monde a écopé de 150 ans de prison. Servier, patron et propriétaire de la firme du même nom, accusé d'avoir tué entre 500 et 2000 personnes avec un médicament présenté de manière frauduleuse à la fois aux autorités de santé (complaisantes, pour dire le moins) et aux médecins, ricane ouvertement. 2000 pauvres gens assassinés, c'est moins grave que quelques centaines de très riches qui sont ruinés (ou appauvris)!

Les laboratoires Servier sont un exemple typique d'un certain capitalisme français aux pratiques mafieuses que tout le monde connaissait. Alors que le groupe compte environ 5000 salariés en France (et en annonce 20000 dans le monde), aucun syndicat n'a jamais pu y prendre pied. Un système de surveillance policière permet d'éliminer, lors des recrutements, les candidats ne présentant pas toutes les garanties. Plus de vingt personnes sont chargées en permanence de développer des relations avec les parlementaires, les ministres et les membres de leur cabinet. Servier sera décoré de l'ordre du Mérite par François Mitterrand et adoubé grand-croix de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy...

Un révélateur des problèmes

Premier problème: les études cliniques qui permettent de savoir si un nouveau médicament est plus efficace qu'un placebo (ou un médicament déjà sur le marché) sont toujours réalisées sous la seule responsabilité des firmes pharmaceutiques. Elles ont la haute main sur toutes les modalités: choix du comparateur, des doses utilisées, des critères d'efficacité, des effets secondaires à prendre en compte, des constantes biologiques à suivre, de la sélection des patients, des médecins expérimentateurs, de la publication des résultats... Autant dire que les résultats sont généralement bons! Et il faut des années pour découvrir que la réalité n'est jamais si rose qu'au moment du lancement.

Deuxième problème: les commissions officielles qui vérifient et jugent des résultats de ces études sont composées de médecins et de chercheurs qui ont tous des contrats avec l'industrie pharmaceutique. Comment, d'ailleurs, faire aujourd'hui des travaux de recherche sans la participation des industriels alors que les budgets publics sont en peau de chagrin? Des revues générales ont montré que c'est la biologie, comme domaine scientifique, qui était tout entière infestée par la corruption: c'est le domaine scientifique où les trucages et les maquillages de résultats sont les plus fréquents.

Troisième problème: le prix des nouveaux

CET ENFLURE N'A JAMAIS INVENTÉ UN COUPE-FAIM POUR EMPÊCHER SES ACTIONNAIRES DE S'ENGRAISSER!!



médicaments ne dépend absolument pas de leurs avantages pour les patients mais d'une décision prise in fine par le ministre lui-même. Là encore, ce système permet toutes les corruptions: «Une usine dans ma circonscription contre un bon prix pour votre médicament.» Résultat: jamais les innovations n'ont été aussi peu nombreuses mais jamais on n'a autant dépensé!

Quatrième problème: la formation permanente des médecins (et, de plus en plus, leur formation initiale) est presque totalement sous le contrôle des laboratoires pharmaceutiques.

Aucune des réformes aujourd'hui proposées par Xavier Bertrand, ministre de la Santé, ne règlera ces problèmes à la source d'un système verrouillé.

Comment agir?

Chacun de ces problèmes a fait l'objet d'enquêtes détaillées et de propositions par des associations de médecins et de patients et par la formidable revue *Prescrire* totalement indépendante dont l'expertise n'est jamais prise en défaut. (Une question qu'il faut toujours poser à votre médecin: lisez-vous *Prescrire*? En cas de réponse négative, changez de médecin!)

Si les industriels ont de plus en plus recours à des méthodes meurtrières pour les patients, c'est qu'ils sont confrontés à un problème de fond qui n'est pas propre à Servier: leurs recherches sont depuis le milieu des années 1980 dans une phase de rendements décroissants. Même un laboratoire comme Sanofi (de taille mondiale) a bien du mal à mettre sur le marché de nouveaux médicaments. Soit il est les retire quelques

mois après le lancement (Acomplia), soit ils sont menacés de déremboursement car leur service médical rendu est trop faible (Multaq) et leurs effets secondaires redoutés. Comment dans ces conditions garantir aux actionnaires les revenus attendus?

Si les patients (et les systèmes de remboursement) sont évidemment les premières victimes des méthodes intolérables de l'industrie, leurs salariés vont aussi payer un prix élevé. Aujourd'hui que le roi Servier est nu, que de plus en plus de médecins boycottent ses médicaments, que vont devenir les salariés? La mise sous tutelle de l'entreprise avec un audit général de ses médicaments, de ses projets de recherche, de ses archives devrait avoir pour premier objectif de protéger les salariés du groupe.

Si on doit réclamer la nationalisation de cette industrie menaçante, c'est l'occasion de réfléchir à son contenu sachant que l'on ne peut faire confiance ni au marché ni à l'État. Qui définit les axes de recherche prioritaires? Comment ne pas se contenter de dénoncer? De ce point de vue, aussi bien une organisation comme Médecin sans frontière, que l'Association française contre les myopathies ont compris qu'ils ne pouvaient pas faire confiance à l'industrie pharmaceutique pour inventer les médicaments dont on a besoin (contre la malaria ou des maladies orphelines). Ils ont mis en œuvre des politiques de recherche alternatives qui ont déjà porté leurs fruits et qui sont un formidable encouragement pour échapper à la résignation.

Philippe Pignarre

Hommage

HOÀNG DON TRI

Hoàng Don Tri est mort jeudi 21 juillet 2011 à l'âge de 95 ans. Ingénieur de l'École centrale, mathématicien de haut niveau, il était devenu ingénieur de l'Aéronautique à la Sfena, où il fut un des réalisateurs du pilotage automatique et de l'atterrissage sans visibilité. Mais parallèlement à cette activité de technique scientifique, il fut tout au long de sa vie, un militant, dirigeant et théoricien trotskiste. Son frère aîné l'avait été avant lui, et il fut l'élève de Ta Thu Thâu (membre de l'Opposition de gauche internationale et fondateur du mouvement trotskiste vietnamien, qui ne survécut, à demi paralysé, aux années de la Guerre mondiale dans le terrible camp français de Poulo Condor que pour être fusillé sur l'ordre de Ho Chi Minh). Tri était déjà trotskiste quand il arriva pour faire ses études en France.

Pendant la Guerre, avec son ami d'études Claude Bernard (connu dans le mouvement trotskiste sous le pseudonyme de Raoul), il devint membre du CCI (Comité communiste internationaliste). Avec lui, il recruta un petit noyau d'étudiants vietnamiens, puis réussit à entrer en contact avec ses compatriotes travailleurs internés dans les camps où, ayant été recrutés de force au Vietnam pour venir remplacer les ouvriers mobilisés en France, la défaite les y avait fait jeter, dans des conditions de survie de bagnards. Tri écrivit un rapport sur leur situation, qu'il envoya à la Croix rouge à Genève. Mais il réussit en même temps à lier des contacts dans ces camps et à y faire entrer une propagande anticolonialiste trotskiste, et un journal en vietnamien titré *La Lutte* (comme celui, bilingue, de Ta Tu Thâu) qui gagna un grand nombre de ces prisonniers, en un temps où le Parti communiste, selon sa politique d'union sacrée patriotique, s'y limitait à l'antifascisme.

Ce travail politique lui permit de former, après la Libération, un groupe trotskiste vietnamien important et solide qui apporta un soutien critique à la longue guerre contre la France, puis contre les USA. En 1947, avec Marguerite Bonnet, sous les pseudonymes de Ahn-Van et Jacqueline Roussel, ils publièrent *Mouvements nationaux et lutte de classes au Viet-Nam* aux éditions de la IV^e Internationale, petit livre qui mériterait réédition. Le groupe s'exprima en particulier par un journal, *le Prolétaire*, qui avait une version en France et une au Vietnam, et dont la diffusion fut importante. Mais le groupe de France survécut mal à la fin de la guerre. La victoire du Viêt Minh cachant la nature stalinienne du nouveau régime. La tentative de retour au pays se solda par la répression de tous ceux qui ne purent cacher leur trotskisme. Tri et ceux qui restèrent en France ne trouvèrent que tard un écho à la dénonciation de la bureaucratisation du Parti communiste vietnamien et à la dégénérescence que nous connaissons.

Bien qu'il avait souffert du racisme français, Tri aime la France de ses grandes traditions révolutionnaires et de sa haute culture, au point d'appartenir à une société de défense de notre langue et de la francophonie. À aucun moment il ne cessa la lutte pour la liberté de son pays et il réussit à faire passer au Vietnam des publications qui eurent un écho certain quoique limité. Il écrivait encore des textes de combat et d'histoire voici peu d'années et il doit laisser de nombreux écrits inédits, dont il faisait part, au fur et à mesure de leur rédaction, à l'auteur de ces lignes, son ami depuis les premiers mois de 1944.

Michel Lequenne

courrier

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Un discours trop méconnu. J.-C. L. (mail): Le 7 juillet 2009, Sarkozy remettait la grand-croix de la légion d'honneur à Servier après avoir prononcé un discours qui vaut d'être connu (extraits): «Votre histoire, c'est une grande histoire française riche de leçons. Vous avez traversé le siècle - on ne le dirait pas - et vous êtes pleinement engagé dans les nouveaux défis de notre temps. Je me souviens de notre première rencontre en 1983. C'était déraisonnable, c'est là que je vois que vous êtes enthousiaste, vous pensiez

déjà à l'époque que je serais président de la République. Incorrigible Jacques Servier! Vous êtes un personnage hors du commun. Votre ascèse et votre sobriété forcent le respect de tous. Mais je ne veux pas faire votre portrait, comme on croque quelqu'un à distance. Je vous connais trop bien pour cela. [...] Vous avez fait de votre groupe une fondation. Raymond [Soubie] et moi, on y a joué un rôle. Grâce à ce statut, tous les résultats du groupe sont réinvestis dans la recherche. Aucun dividende n'est distribué. Tous les médicaments

Servier sont issus de la recherche du groupe et vous parvenez, avec les 20000 collaborateurs du groupe, à inscrire ce site dans la durée, à le faire fonctionner année après année. [...] Vous avez fait du groupe Servier une fondation et vous avez voulu protéger les femmes et les hommes de votre entreprise plutôt qu'attirer les capitaux. Vous nous rappelez que les capitaux n'ont d'autre destination que de servir les projets que chacun d'entre nous porte en lui. L'homme n'a pas à être soumis aux caprices du capitalisme et encore moins aux caprices de la spéculation.

Jacques, vous êtes un entrepreneur comme la France en compte peu. [...] En tant qu'entrepreneur, vous avez été souvent sévère à l'endroit de l'administration française. Vous critiquez l'empilement des mesures, des normes, des structures et vous avez raison. Enfin, Jacques, vous êtes un patriote. Grâce à vous, notre pays peut saluer une industrie de classe mondiale. C'est un privilège réservé à moins d'une dizaine de pays dans le monde. Et puis, vous êtes un homme fidèle. Vous êtes quelqu'un qui ne retire pas son amitié. Vous êtes un homme courageux

et vous êtes un visionnaire. La nation vous est reconnaissante de ce que vous faites. Vous êtes une publicité vivante pour les médicaments Servier parce que, franchement, l'âge n'a absolument aucune prise sur vous. Je dirais même que par une certaine coquetterie, vous rajeunissez, Jacques. C'est extrêmement étonnant! J'espère que chacun aura compris que c'est un grand Français que je vais décorer au nom de la République française.

Détenus de Corbas en lutte

Près de la moitié (225 sur 600) des détenus de la nouvelle prison de Corbas (69) ont diffusé, le 11 septembre dernier, une pétition contre leurs conditions de détention. Dans cette nouvelle prison, high-tech et déshumanisante, six suicides ou morts suspects sont intervenus depuis janvier 2011.

Que disent les 225 de Corbas?*

1. Les jeunes détenus qui arrivent à Corbas n'ont pas le droit de cantiner et doivent attendre plus de quinze jours pour acheter au prix fort (25% de plus que dehors) le nécessaire indispensable.
 2. Il n'y a aucune activité pour les détenus à Corbas. Les jeunes n'ont même pas le droit de cantiner de Play Station, pour « passer le temps en cellule, alors qu'ils sont enfermés 23 heures sur 24. »
 3. « Ici nous n'avons que la lutte et la boxe. huit détenus sur 600 y participent [...] et vous en avez 592 qui crèvent en cellule. »
 4. « Venons-en aux cantines, infectes. Ils nous vendent des produits à prix fort pour de la sous-marque comme Grand Jury. »
 5. « Fabrice D., le dernier suicidé [...] avait sollicité d'aller à l'isolement ou aux quartiers arrivants. Refus des surveillants, le soir même il se donnait la mort. »
- De Dunkerque à Corbas, de Corbas à Lanmezan et Ducos... Dans toutes les prisons de France, les problèmes soulevés par les 225 de Corbas sont les mêmes : indigence, cantines télés et frigos trop chères, manque d'activités et de travail, baluchonnage (transfert de prison), parloirs, galère pour les familles, suicides... Toute cette misère est liée à la surpopulation, conséquence de la politique sécuritaire menée par Sarkozy qui s'acharne à fermer les écoles pour ouvrir plus de prisons.
- Les 225 de Corbas ont conquis le droit à la parole pour tous ! Ils ont pris ainsi un risque en signant la pétition, car le code du travail qui garantit le Smic et le droit d'expression collective ne s'applique toujours pas aux personnes détenues. Quid du droit de vote en prison ? Théoriquement il existe, mais dans la pratique c'est souvent galère pour s'inscrire sur les listes électorales et pouvoir voter. Il faut s'y prendre maintenant pour pouvoir être déclaré électeur avant la date limite du 31 décembre 2011.
- Le NPA milite pour une société sans prison et soutiendra les luttes des prisonniers contre l'horreur carcérale. Philippe Poutou, le candidat du NPA, sera aussi le seul à défendre un programme anticarcéral à l'élection présidentielle de 2012.
- *Texte intégral de la pétition sur le site www.rebellyon.info

Pas de fachos à Auchel

Les fascistes de la Maison de l'Artois installés à Auchel (62) sous couvert d'activités culturelles et sportives ont prévu de se réunir le vendredi 23 septembre à 17 heures devant le monument des mineurs. Dans une région où des centaines de mineurs conquirent la terreur, la prison, la torture et la déportation, cette nouvelle provocation ne peut rester sans riposte. Déjà cet été, les Identitaires ont attaqué les militants CGT, CNT et antifascistes qui avaient décidé d'alerter la population sur la véritable nature de cette Maison montée avec le soutien des fascistes de la Maison Flamande de Lambersart (59).

Comble de provocation, ce rassemblement est annoncé pour la date anniversaire de la création de la CGT. Le Front national, surfant sur les angoisses nées des politiques patronales et gouvernementales notamment en matière de licenciement, tente une nouvelle fois de s'implanter dans les entreprises. Il est donc indispensable de se mobiliser. Les unions locales CGT de la région appellent à un contre-rassemblement devant le monument le même jour, à la même heure. Nous y serons, avec comme perspective l'interdiction de la manifestation nationale des fascistes prévue à Lille le 8 octobre.

LE N°24 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

IL S'AGIT D'UN NUMÉRO SPÉCIAL SUR LA GRÈVE.

Vous y trouverez des articles d'analyse, historiques, de débat sur la place de la grève dans notre projet. Vous pourrez également y lire un article sur la dette et un entretien avec Gilbert Achcar, dix ans après le 11 Septembre. Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous*!, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Fonderie du Poitou : non au chantage

Les salariés de la fonderie, située à Ingrandes-sur-Vienne (Vienne), qui emploie 480 personnes et fabrique notamment des culasses pour moteur thermique, sont en grève illimitée depuis le 2 septembre pour dénoncer un « plan de compétitivité ».

Du coup, il y avait une chaude ambiance ce jeudi 15 septembre devant l'immeuble anonyme, siège du groupe Montupet sur les quais de Seine à Clichy (92). Les salariés de la Fonderie du Poitou sont venus crier leur colère face au chantage exercé par la direction du groupe : 15% de baisse des salaires et passage de 38h30 à 35 heures avec... diminution proportionnelle de salaire. Soit, au total, une perte de revenu de près de 25% pour les ouvriers pendant que les cadres devraient renoncer à quatorze jours de RTT, un gel de salaires de trois ans voire le départ sur d'autres sites pour 50 d'entre eux. Issue d'une délocalisation des fonderies de Boulogne-Billancourt en 1981, cette usine, comme bien d'autres fonderies a été éjectée du groupe Renault en 1999 et vendu au groupe Teksid.

L'usine, performante, n'a d'abord aucune difficulté à se diversifier et trouver d'autres clients. Mais la crise venue, Renault, client à 80% de la Fonderie du Poitou augmente la pression sur les prix et pousse la direction de l'entreprise à augmenter sa rentabilité. Après la fermeture de New Fabris, les attaques contre la SBFM, les fonderies sont prises dans la tourmente de la rationalisation qui touche toute la branche automobile.

La stratégie patronale est toujours la même : guerre d'usure où les employeurs s'attaquent aux salaires, augmentent les cadences tout en distillant sous forme de chantage la menace d'une baisse d'activité, voire d'une fermeture de site si les salariés refusent ces reculs.

À la Fonderie du Poitou, comme à Sadefa (Fumel, Lot-et-Garonne) ou à la SBFM (Lorient), ces directions se heurtent à des équipes syndicales combattives et expérimentées et à des salariés sûrs, à la fois de leur savoir-faire professionnel et de leur capacité de riposte. C'est ainsi que depuis des semaines, les salariés sont présents dans toutes les manifestations locales et régionales et se sont adressés

à tous les élus, représentants politiques et personnalités d'une région dont Ségolène Royal est la présidente. Guy Eyerman, animateur de la lutte contre la fermeture de New Fabris dans la même région et présent avec nous devant le siège Montupet, peut témoigner que cela ne suffit pas à sauver les emplois.

Après s'être entendu dire par leur direction qu'il n'y avait rien à discuter, les fondeurs se sont rendus à Boulogne au siège de Renault pour rappeler à ce principal client sa responsabilité dans la situation de leur site. Là encore, la direction a fait la sourde oreille. Il ne reste plus aux salariés qu'à continuer la mobilisation. L'état d'esprit, la combativité manifestés tout au long de cette journée ne laissent aucun doute sur leur volonté de se battre. Rendez-vous est pris avec les animateurs de la lutte pour que Philippe Poutou les rencontre pour à la fois échanger autour de l'expérience des Ford et apporter le soutien sans faille du NPA. Rendez-vous mercredi 21 à septembre à Ingrandes.

Robert Pelletier

Des rosaires et des flics contre l'IVG

Samedi 17 septembre, l'ensemble de la gauche et des associations de défense des droits des femmes s'étaient donné rendez-vous devant l'hôpital Tenon pour défendre le droit à l'IVG attaqué par l'association SOS tout-petits. Ses membres sont venus prier devant l'hôpital Tenon où le centre d'IVG vient d'être sauvé grâce à une forte mobilisation de plusieurs mois. Au cours de ce rassemblement, plusieurs manifestants ont été victimes de violences policières. Un de nos camarades a dû être hospitalisé et opéré après plusieurs coups de matraques. Il s'est vu prescrire une interruption temporaire de travail de six semaines.

Le NPA, actif dans cette mobilisation, condamne ces violences policières et l'attitude des forces de police qui au mépris de la loi Neiertz (qui a créé un délit d'entrave à l'IVG) ont protégé les manifestants anti-IVG. À l'heure où la loi Guéant vient d'interdire les prières de rue, les deux poids, deux mesures du gouvernement et de la police est évident. Dans le contexte islamophobe



Paris, le 17 septembre. Les flics protègent les militants anti-IVG de SOS tout-petits. (PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

que nous connaissons, ce sont clairement les musulmans de la Goutte d'Or qui sont visés pendant que les catholiques intégristes prient contre les centres IVG sont protégés violemment par les forces de l'ordre.

De prochaines « réunions de prière » anti-IVG sont prévues par SOS tout-petits dans les semaines à venir. Partout où ils iront, empêchons-les d'exprimer leurs idées réactionnaires d'extrême droite, réaffirmons notre

refus de la casse de l'hôpital public et notre engagement pour le droit des femmes à l'interruption volontaire de grossesse.

Correspondants

Youssoupha-Zemmour : défaite des racistes

En avril 2009, le chroniqueur Éric Zemmour portait plainte pour « faits de menace et de crime » et « injures publiques » contre le rappeur Youssoupha. En cause ? Un des morceaux de ce dernier – À force de le dire, texte fleuve contre les politiques actuelles et les idéologies réactionnaires – et ces quelques mots : « À la télé souvent les chroniqueurs diabolisent les banlieusards/Chaque fois que ça pète on dit qu'est nous/J'mets un billet sur la tête de celui qui fera taire ce con d'Eric Zemmour. »¹ Par cette opération de communication, Zemmour réussit, dans un premier temps, son énième tentative de délégitimation du rap, pratique artistique populaire par excellence. Après avoir déclaré sans complexe en 2008 : « le rap est une sous-culture d'analphabète », il joue sa crédibilité de journaliste pour faire s'affronter des modes d'expression différents et la morale dominante à celle supposée inexistante des rappeurs. Ainsi, le *Figaro* n'hésita pas à titrer « Menace de mort contre Éric Zemmour » photo anxigène de Youssoupha – grand, noir et à capuche – à l'appui. Le soutien dominant à Éric Zemmour semble s'être émoussé lorsque le rappeur a choisi de répondre à l'attaque dans les colonnes du

Monde. S'il est regrettable de devoir passer par ces canaux officiels de légitimation pour être crédible lorsque l'on est noir, rappeur et des quartiers populaires, l'intelligence de son propos et son argumentation ont permis de faire pencher l'opinion publique dans son sens : « Éric Zemmour est journaliste et polémiste, je suis auteur et interprète. Il n'a jamais tué personne. Moi non plus. Nous sommes tous les deux des hommes de paroles. [...] Le faire taire ? Il faut l'entendre dans le sens le plus élémentaire : le remettre à sa place, le mettre face à ses contradictions. [...] À moins de s'imaginer que j'ai assez d'influence pour le faire assassiner ou que je suis disposé à le faire. Nous venons de quitter la réalité tangible. Revoilà le fantôme. Le fantasme d'un rappeur-gangster-tueur. »³ Dans sa folie judiciaire, Zemmour a également attaqué quelques animateurs de blogs, dont un mineur, ayant relayé la chanson en question. Mais pas d'inquiétude : les géants de l'industrie du disque sont sauvés, il n'y a pas de plainte contre Skyrock ou Génération ! Cette semaine se tenait le premier procès de cette affaire. Dans une salle bondée par des proches mais aussi des militants du collectif antinegrophobie, la défense ne s'est pas

contentée d'invoquer la liberté d'expression. Cette échéance a été l'occasion de faire le procès de l'accusateur. Ainsi, Youssoupha a maintenu son droit à insulter Zemmour au moyen du terme « con » en citant ses attaques incessantes envers les groupes « minoritaires » : les noirs, les banlieusards, les femmes, les homosexuels, etc. Aussi, même le procureur de la République n'a pu réclamer une peine pour les accusés qui devront donc bientôt être relaxés du motif « d'injure publique ». Le procès pour menace de mort aura lieu bientôt et nous devons rester vigilant, mais il s'agit pour le moment d'une petite victoire pour le rap, la culture populaire et les antiracistes contre les idéologies réactionnaires.

Mary Sonet et Rodolphe Juge

1. Youssoupha, À force de le dire, *Sur les chemins du retour*, EMI, 2009.
2. Éric Zemmour dans l'émission l'hebdo, France Ô, 2009.
3. Youssoupha, *Ces artistes fantômes que sont les rappeurs français*, le Monde, 18 avril 2009.

À voir et à écouter ! Le morceau et le clip *Menace de mort* de Youssoupha, publié quelques jours avant le procès, et revenant sur les nombreuses affaires de censure ou tentative de censure du rap français.



Pakistan: un dirigeant du LPP détenu et torturé.

La répression sévit dans la région de Gilgit-Baltistan, au nord du Pakistan, contre les militantEs qui défendent les victimes d'un glissement de terrain survenu en juillet 2010 dans la vallée de la Hunza. Ce glissement de terrain a provoqué des inondations, la formation d'un vaste lac, la destruction de nombreuses habitations et la coupure d'une route indispensable au commerce local avec la Chine.

Le 11 août dernier, la police a tiré à balles réelles contre des manifestantEs qui réclamaient le paiement d'indemnités encore non versées à 25 familles, tuant Afzal Baig (22 ans), puis son père, Sher Ullah Baig (50 ans) qui cherchait à le protéger. Le lendemain, la population d'Aliabad et d'autres localités d'Hunza s'est soulevée, incendiant un poste de police et un bureau préfectoral.

Le 19 août, les autorités ont engagé une première vague de répression contre les milieux progressistes, interpellant 36 personnes (dont dix membres du LPP – Labour Party Pakistan, Parti du travail pakistanais), six d'entre elles étant maintenues en détention. Une seconde vague d'arrestation a commencé le 16 septembre, avec 33 nouvelles interpellations.

Baba Jan, membre du comité fédéral du LPP et dirigeant du Front progressiste de la jeunesse (PYF, Progressive Youth Front), avait pu échapper le 19 août à l'arrestation, mais il savait sa vie en danger : au cas où il serait capturé dans la clandestinité, il risquait d'être sommairement exécuté (de « disparaître »)... La région de Gilgit-Baltistan est en effet tristement connue pour ses violations des droits humains. Il a donc choisi de se rendre à la justice, après un mois de cavale, non sans avoir d'abord tenu une conférence de presse afin que nul ne puisse ignorer son sort.

Selon les informations réunies par le LPP, Baba Jan a cependant été enlevé de sa cellule par les services secrets pakistanais (ISI) puis torturé deux jours durant, suspendu par des cordes, sévèrement battu... Si Baba Jan est ainsi ciblé par la répression, c'est qu'il a joué un rôle très actif, avec le LPP et le PYF, pour faire connaître au Pakistan le scandale du 4 juillet 2010.

La Commission asiatique des droits humains (Asian Human Rights Commission – AHRC), basée à Hongkong, a lancé depuis juillet déjà un appel contre la répression à Gilgit-Baltistan à la suite du glissement de terrain. Le LPP engage actuellement une nouvelle campagne de solidarité pour la libération de Baba Jan et

des autres détenus, ainsi qu'en défense de toutes les victimes de la répression. Il exige l'abandon des fausses accusations portées contre les manifestantEs et une indemnisation effective de toutes les personnes affectées par le glissement de terrain du 4 juillet 2010. Plusieurs partis de gauche ont apporté leur soutien à cette initiative. Le NPA s'associe à cette campagne et contribuera à la faire connaître sur le plan international.

Pour plus d'information, voir sur ESSF l'article 22898 et les mots clés auxquels il renvoie.

Pologne: manif européenne contre l'austérité.

À l'issue de la conférence des ministres des Finances de l'Union européenne, qui s'est close à Wrocław (Pologne), le 17 septembre, sans parvenir à prendre de décision, la Confédération européenne des syndicats (CES) a rassemblée entre 20 000 et 30 000 manifestants, venus protester contre les politiques d'austérité. Les trois confédérations syndicales polonaises représentatives – Solidarité, l'Entente nationale des syndicats (OPZZ) et le Forum des syndicats (FZZ) – avaient organisé une montée nationale à cette occasion.

« Les syndicats sont favorables au dialogues social – expliquait Piotr

Duda, chef de file de Solidarité, lors d'une conférence de presse de la CES tenue la veille – mais nos propositions n'ont aucun effet, c'est pourquoi nous sommes obligés de sortir dans les rues. Nous voulons le dialogue et non l'arrogance des autorités. Nous nous rencontrons à Wrocław, car c'est ici que discutent en même temps les ministres des Finances. Ce sont des sangsues qui ont provoqué cette crise. Maintenant ils veulent réparer ce qu'ils ont cassé précédemment. Ils considèrent qu'ils sont les sauveurs de l'Europe et du monde. Nous pensons que la lutte contre la crise ne peut être une lutte contre l'humain. »

Les représentants de la CES ont souligné que les manifestations sont contrôlées par leurs syndicats et qu'ils ne peuvent échapper à leur contrôle « car cela pourrait finir par une catastrophe ». Si certaines pancartes témoignaient de la radicalité des manifestants, les défilés, encadrés par un service d'ordre omniprésent, furent bon enfant. Le Parti polonais du travail (PPP) y a distribué un quatre-pages contre la privatisation des services de santé en Pologne et en Europe.

Obama et son ami Warren Buffet.

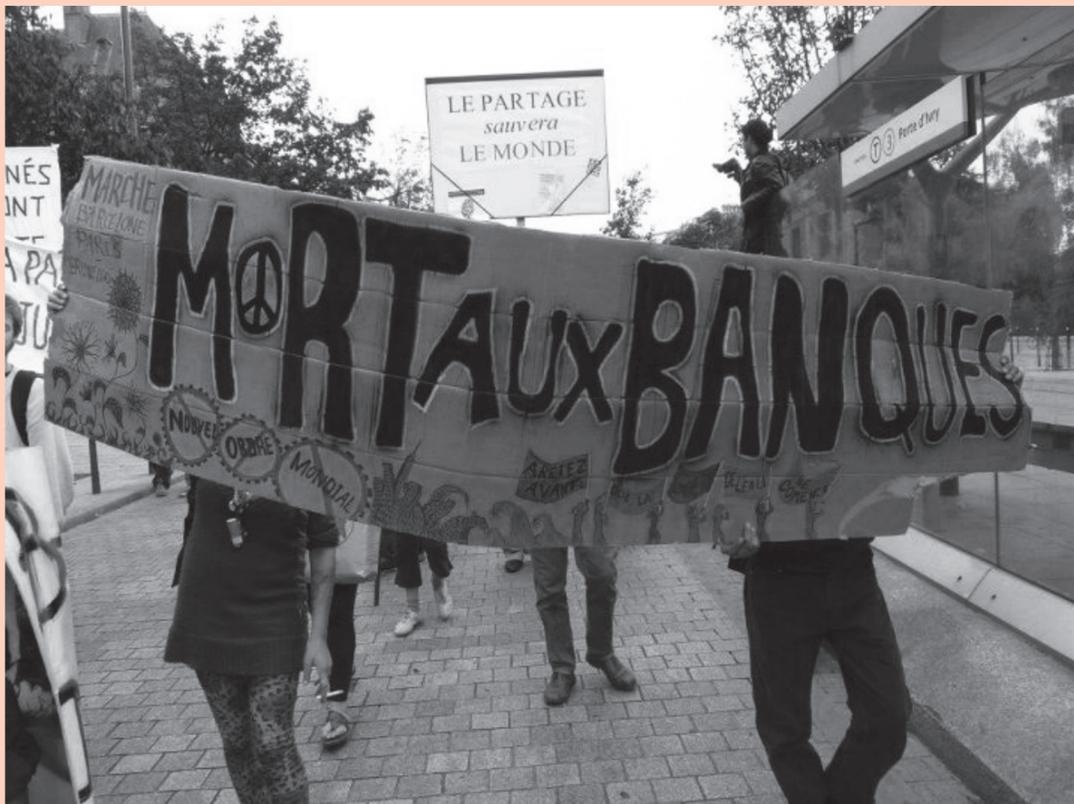
« Il est normal que nous demandions à tous de payer leur juste part », a déclaré lundi dernier Obama pour annoncer sa volonté de taxer les millionnaires et milliardaires en présentant son plan de réduction du déficit de 3 000 milliards de dollars. « Nous ne pouvons pas nous permettre ces taux d'imposition plus bas pour les riches » a-t-il ajouté, rappelant les multiples cadeaux fiscaux consentis aux classes privilégiées, avant d'ironiser : « ce n'est pas de la lutte des classes, c'est mathématique ». On s'en doutait et, pour rassurer les classes dirigeantes comme les républicains, il a nommé son projet la « Loi Buffett », du nom du milliardaire Warren Buffet. Celui-ci, dans une tribune publiée le mois dernier dans le *New York Times*, avait écrit que ses riches amis et lui-même avaient été « suffisamment dorlotés par un Congrès favorable aux milliardaires » et demandaient à être taxés ! Cynique et surtout soucieux de donner le change face à une opinion publique de plus en plus scandalisée par le fait

que les bénéficiaires sur les capitaux, les dividendes ou les primes payées aux investisseurs et aux détenteurs de placements à risque sont moins taxés que les salaires ou que ceux qui perçoivent plus de 106 800 dollars ne payent pas de taxe de la Sécurité sociale... Personne ne connaît encore le taux d'imposition précis mais on peut être sûr que Warren Buffet n'a pas à s'inquiéter, ses amis ne seront même pas égratignés et seront toujours... « dorlotés ».

Goodyear veut la peau des syndicalistes CGT.

Quatre élus CGT étaient convoqués ce mardi matin pour des entretiens individuels en vue d'une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement. Motifs : ces élus et mandatés CGT, mise à pied depuis le 12 septembre, menaceraient la santé de salariés de l'usine par leur comportement et leurs méthodes terroristes selon le syndicat CGC en appui de la direction ! D'après celle-ci, une altercation aurait eu lieu après une réunion du comité central d'entreprise au cours de laquelle les élus CGT ont une nouvelle fois combattu les projets de liquidation du site. En fait la direction voudrait bien se débarrasser de ces quatre militants qui animent depuis quatre ans la résistance des Goodyear contre les projets de fermeture de l'usine et la défense de la santé et de la sécurité des salariés. Incapable de gagner sur le terrain juridique, confrontée à une résistance acharnée des salariés, la direction n'a plus que ce moyen pour essayer de faire passer ses projets. Les centaines de militants venus apporter leur soutien le 20 septembre à Amiens et la combativité manifestée par les travailleurs du site, en grève depuis l'équipe du soir de lundi, laisse présager que ce n'est pas encore la bonne voie. L'inspection de travail devrait être rapidement saisie des demandes de licenciement. Prendra-t-elle pour argent comptant les mensonges d'une direction qui n'hésite pas à menacer Mickaël Wamen, secrétaire du syndicat CGT d'un « faites bien attention sur la route du retour, regardez dans vos rétros » ?

LES INDIGNÉS À PARIS



Paris, le 17 septembre. Les deux marches des IndignéEs espagnolEs, l'une venant de Madrid et l'autre de Barcelone, ont fait étape à Paris, accueillies par des militantEs de toute l'Europe. Le point de ralliement final de la marche sera le 15 octobre, à Bruxelles. (RÉVOLTE DES INSOUIMÉS)

“ NO COMMENT ”

On a une recrudescence d'une nouvelle violence qu'est par exemple le vol de portable à l'arraché. Ça n'existait pas avant que les portables, euh... n'existent !

NADINE MORANO

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®